



► Note de recherche

► Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique*

Points essentiels

- La crise du COVID-19 frappe de plein fouet le secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique; elle touche des millions de travailleurs et d'entreprises au sein des chaînes d'approvisionnement et produit des "effets d'entraînement" à plusieurs niveaux.
- En septembre 2020, environ un travailleur sur deux du secteur de l'habillement dans la région vivait dans un pays où tous les lieux de travail non indispensables – y compris les usines de confection – étaient sous un régime de fermeture obligatoire. Près de la moitié des emplois de la chaîne d'approvisionnement du secteur dans la région dépendaient de la demande des consommateurs nationaux ou étrangers provenant de pays appliquant des mesures de confinement très strictes, dans lesquels on a constaté une forte baisse des ventes au détail.
- Le commerce mondial de l'habillement s'est pratiquement effondré au cours du premier semestre 2020. Dans certains cas, les importations en provenance des pays asiatiques fabricants de vêtements vers les principaux pays acheteurs ont chuté de plus de 70 pour cent. Les annulations des commandes d'acheteurs étaient monnaie courante au début de la crise. Les entreprises de confection ont également connu jusqu'à 60 pour cent de rupture d'approvisionnement en intrants importés.
- Avec la fermeture temporaire ou définitive de milliers d'usines de fabrication, les mises à pied et les licenciements de travailleurs se sont multipliés. Les effectifs des usines qui ont rouvert depuis ont également diminué. En moyenne, un travailleur a manqué au moins deux à quatre semaines de travail et seuls trois ouvriers sur cinq sont retournés à leur emploi. En outre, beaucoup de ceux toujours en poste au deuxième trimestre 2020 ont été confrontés à une baisse de revenus et à un retard de paiement des salaires.
- Les femmes, qui représentent la majorité des travailleurs du secteur de l'habillement de la région, sont affectées de manière disproportionnée par la crise - ce qui exacerbe d'autant plus les inégalités existantes en matière de charge de travail, de ségrégation professionnelle, de répartition des soins et services à la personne non rémunérés et de revenus.
- Bien que grand nombre d'usines aient pris des dispositions pour minimiser les risques d'infection par le COVID-19, dans certains cas les mesures de sécurité et de santé au travail n'ont pas été mises en œuvre de façon cohérente.
- Dans certains pays, le secteur de l'habillement reste marqué par un niveau de négociation collective faible et par l'imposition d'importantes restrictions à la liberté syndicale. Le dialogue social s'est avéré efficace seulement dans les pays où des initiatives ou des instances de dialogue existaient déjà.
- Les gouvernements de la région ont répondu à la crise en soutenant les travailleurs et les entreprises sous plusieurs aspects, mais il est encore à déterminer si ce soutien est suffisant. L'Appel à l'action mondial est une mobilisation à l'échelle du secteur qui vise à soutenir les usines et les travailleurs pendant la crise et qui requiert de la part des acteurs de la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'habillement un suivi et des actions engagés.
- Alors que la crise se poursuit, les recommandations et outils stratégiques de l'OIT peuvent fournir aux gouvernements et aux partenaires sociaux des orientations supplémentaires et aider le secteur à bâtir un futur plus résilient et durable dans la période de l'après COVID-19.

* Cette note de recherche a été rédigée par James Lowell Jackson, Jason Judd (Université Cornell, New Conversations Project in the School of Industrial and Labor Relations) et Christian Viegelahn (Unité régionale d'analyse économique et sociale (RESA), Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique). Il s'agit du résultat d'un projet de recherche commun entre l'OIT et l'Université Cornell, coordonné par Jeffrey Eisenbraun, Arianna Rossi (Better Work), Christian Viegelahn (RESA) et David Williams (projet d'ILO-Sida sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement en Asie).

► Note de recherche

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

► Introduction

Cette note vise à évaluer l'incidence de la crise du COVID-19 sur les travailleurs et les usines des chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique¹. Alors que les pays du monde entier enregistrent des niveaux records de circulation du virus et que des secondes vagues se profilent actuellement dans des cas précédemment sous contrôle, la crise du COVID-19 continue de frapper de plein fouet le secteur et touche des milliers d'usines et des millions de travailleurs dans les centres de production asiatiques.

La région de l'Asie et du Pacifique est particulièrement exposée aux effets négatifs de la crise sur le secteur de l'habillement puisqu'elle est à l'origine de 60 pour cent du total des exportations mondiales de vêtements - ce qui lui a valu le nom d'"usine textile du monde"(BIT, 2017)². Dans certains pays de la région, le secteur de l'habillement représente plus de la moitié de la valeur ajoutée manufacturière et des exportations de marchandises.

► **Figure 1. Le secteur de l'habillement représente une partie importante des exportations et de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière**



Notes: Les données relatives aux exportations et à la valeur ajoutée se rapportent aux catégories 13 à 15 de la CITI.

Source: CNUCED, base de données des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale tirée de l'International Yearbook of Industrial Statistics de l'ONU.

Chiffres clés sur l'emploi

Le secteur de l'habillement dans la région de l'Asie et du Pacifique est une source importante de revenus et d'activité, tant pour l'emploi formel que pour l'emploi informel. On estime qu'en 2019, environ 65 millions de travailleurs de la région étaient employés dans le secteur de l'habillement, soit 75 pour cent de l'ensemble des travailleurs de ce secteur dans le monde³.

Dans l'ensemble, le secteur de l'habillement représentait 3,4 pour cent de l'emploi total dans la région (contre seulement 1,6 pour cent en dehors de la région), soit 21,1 pour cent de l'emploi dans l'industrie manufacturière. La part des travailleurs de ce secteur dans l'emploi total est la plus élevée en Asie du Sud (4,3 pour cent), suivie par l'Asie du Sud-Est et le Pacifique (3,7 pour cent) et l'Asie de l'Est (2,6 pour cent).

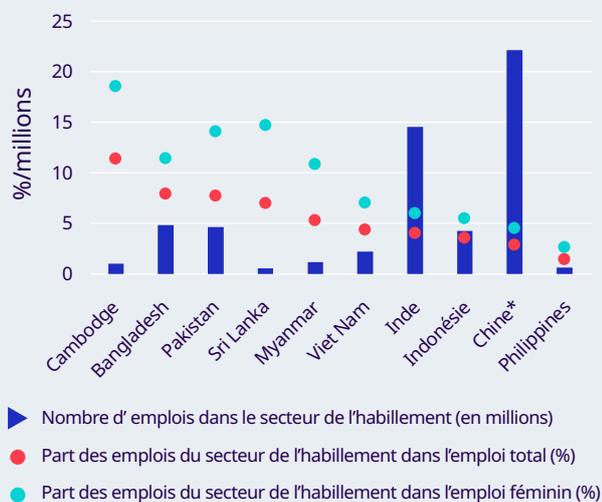
Le secteur emploie en majorité des femmes (35 millions), qui représentent 5,2 pour cent de toutes les travailleuses de la région et 27,9 pour cent de toutes les femmes travaillant dans le secteur manufacturier. Au Cambodge, près d'une femme active sur cinq travaille dans le secteur de l'habillement (figure 2). Au Pakistan et au Sri Lanka, environ une femme sur sept est employée dans ce secteur, et au Bangladesh et au Myanmar, la proportion est d'une sur neuf. Dans d'autres pays de la région, la part de l'emploi féminin est supérieure à la part globale du secteur dans l'emploi total⁴.

- 1 Sauf indication contraire, les termes "vêtements" ou "secteur de l'habillement" désignent les secteurs relevant des catégories 13 à 15 de la CITI.
- 2 Calculs du BIT d'après les données de la CNUCED.
- 3 Estimations du BIT d'après les données disponibles tirées de l'enquête sur la main-d'œuvre. Pour les détails méthodologiques, voir l'Annexe C de BIT, 2020c. Les estimations régionales portent sur tous les pays de la région.
- 4 Comme beaucoup de ces travailleurs sont des migrants internes, la crise favorise également la croissance des flux de migration de retour, souvent vers les zones rurales (Fair Wear Foundation, 2020). À quelques exceptions près, les travailleurs migrants étrangers sont relativement peu nombreux dans le secteur de l'habillement de la plupart des pays de la région.

► Note de recherche

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

► **Figure 2. Le secteur de l'habillement emploie des millions de travailleurs, dont la majorité sont des femmes**



Notes: Les données présentées pour la Chine sont des estimations du BIT pour l'année 2019. Tous les autres éléments de données s'appuient sur les dernières données disponibles tirées des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre. Les données se rapportent aux catégories 13 à 15 de la CITI.

Source: ILOSTAT.

Gros plan sur les “effets d'entraînement” de la crise

La région de l'Asie et du Pacifique a été la première à ressentir les effets de la crise liée au COVID-19. Peu de temps après la notification des premiers cas d'infection en Chine, le nouveau virus s'est propagé dans la région, en Thaïlande, en République de Corée et au Japon, avant que des cas ne soient détectés plus tard dans d'autres parties du monde. Dans ce contexte, les gouvernements des pays de la région et du monde entier ont adopté une série de mesures sans précédent, telles que la fermeture des lieux de travail et des magasins ainsi que les restrictions de voyage, dans le but d'enrayer la propagation du virus.

Les perturbations liées au COVID-19 qui surgissent à un endroit donné de la chaîne d'approvisionnement peuvent avoir des “effets d'entraînement” sur tous les autres maillons

de la chaîne (BIT, 2020a, 2020b). Les effets cumulatifs de la crise sur les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement sont donc à la fois profonds et complexes. La production de vêtements n'alimente pas uniquement les marchés nationaux; en effet, un grand nombre de travailleurs et de fabricants font partie de chaînes d'approvisionnement mondiales qui produisent des vêtements pour des marques de prêt-à-porter internationales basées en Europe, au Japon, en Amérique du Nord ou dans d'autres régions. A ce titre, une bonne partie de ces emplois dépend de la constance de la demande des consommateurs en vêtements à l'échelle mondiale et de la stabilité de l'environnement de la vente au détail, non seulement sur les marchés nationaux, mais également à l'étranger⁵. De plus, les travailleurs et les fabricants du secteur sont tributaires de la fiabilité des flux de matières premières et d'intrants dans la production, lesquels proviennent la plupart du temps de fournisseurs étrangers.

Structure de la note

La partie I de la présente note porte sur les trois principaux vecteurs par lesquels se sont traduits les effets de la crise liée au COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'habillement, ses usines et ses travailleurs, et fournit des estimations pour la région de l'Asie et du Pacifique dans son ensemble. Les sections suivantes comportent un examen des données empiriques disponibles sur les conséquences réelles de la crise du COVID-19 dans dix grands pays producteurs de vêtements de la région: Bangladesh, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Myanmar, Pakistan, Philippines, Sri Lanka et Viet Nam. La partie II porte sur les effets constatés sur les exportations et les commandes des acheteurs. La partie III présente les principaux effets de la crise liée au COVID-19 sur le marché du travail, y compris les fermetures d'usine, l'emploi, les salaires, les différences entre hommes et femmes, la sécurité et la santé ainsi que la liberté syndicale. La partie IV résume les politiques et les initiatives que les gouvernements et les partenaires sociaux de la région ont adoptées pour atténuer les effets négatifs de la crise. La note se termine par la proposition d'éléments de solution, qui tiennent compte des appels lancés récemment en faveur d'une réflexion collective et d'une refonte du secteur de l'habillement au niveau mondial après la pandémie.

⁵ Les estimations du BIT établies d'après les Tableaux internationaux des entrées-sorties de l'OCDE suggèrent qu'au moins un travailleur sur deux au sein de la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'habillement participe à la production de vêtements destinés à la consommation étrangère et non intérieure.

► Partie I: Principaux vecteurs des effets de la crise liée au COVID-19

Alors que la pandémie mondiale a profondément bouleversé la vie économique et sociale de la région, les effets de la crise due au COVID-19 sur les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement se sont articulés autour des trois grands vecteurs suivants.

Fermetures d'usines

Tout d'abord, les gouvernements ont décrété la fermeture obligatoire des lieux de travail non essentiels, lesquels comprenaient dans la majorité des cas les usines du secteur de l'habillement. Au 9 septembre 2020, 5 des 33 pays ou territoires de la région pour lesquels des données sont disponibles étaient encore tenus de garder fermés tous les lieux de travail non indispensables, dans au moins certaines parties du pays⁶. Plus de 31 millions de travailleurs du secteur (48 pour cent de l'emploi total dans le secteur de la région) vivaient dans ces pays (figure 3). Ce chiffre a diminué par rapport au mois d'avril puisqu'à cette date, un total de 20 pays ou territoires, regroupant approximativement 56 millions de travailleurs (86 pour cent), avaient institué ces mesures.

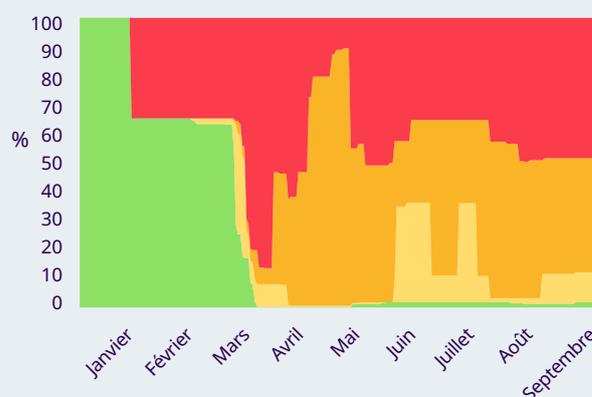
Baisse de la demande des consommateurs

Un deuxième vecteur des effets de la crise du COVID-19 sur les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement est la forte baisse de la demande des consommateurs à l'échelle mondiale. Cette diminution soudaine est largement due à la perte de pouvoir d'achat, au sentiment accru d'incertitude qui freine la consommation et aux mesures de confinement telles que la fermeture des magasins de vêtements, ou d'autres mesures de restriction des voyages. En mars et avril 2020, la confiance des consommateurs dans le monde s'est effondrée à une vitesse record pour la période récente, et ne s'est pas complètement rétablie depuis (BIT, 2020a). Bien que certains pays aient assoupli les mesures strictes de confinement liées au COVID-19, certaines d'entre elles restent en place dans de nombreux autres, ce qui contribue à maintenir une situation de resserrement prononcé au niveau mondial.

Il existe un lien évident entre la sévérité des mesures de confinement et la demande des consommateurs: dans les pays où ces mesures ont été les plus strictes, la croissance moyenne annuelle des ventes au détail a été inférieure de plus de 25 points de pourcentage à celle des pays où les

restrictions étaient plus légères. La différence s'élève à 10 points de pourcentage pour les pays appliquant des mesures d'un niveau de rigueur moyen (BIT, 2020a).

► Figure 3. Des millions de travailleurs du secteur de l'habillement de la région vivent dans des pays où la fermeture des lieux de travail est obligatoire



Part des travailleurs du secteur de l'habillement vivant dans des pays où...

- ...la fermeture de tous les lieux de travail non essentiels est obligatoire
- ...la fermeture des lieux de travail est obligatoire dans certains secteurs
- ...la fermeture des lieux de travail est recommandée
- ...aucune mesure n'est en place

Notes: Le secteur de l'habillement comprend les catégories 13 à 15 de la CITI. La figure est établie à partir des données correspondant à 33 pays ou territoires de la région Asie-Pacifique.

Source: Les calculs du BIT s'appuient sur des données provenant de la base de données Oxford COVID-19 Government Response Tracker et sur des estimations modélisées du BIT.

Au sein des 16 pays ou territoires de la région pour lesquels des estimations sont disponibles (lesquels représentent 87 pour cent de la population active de la région), environ 60 millions de travailleurs ont un emploi le long des chaînes d'approvisionnement du secteur (ces emplois sont tributaires de la demande, intérieure et extérieure, des consommateurs en vêtements)⁷. Ce chiffre comptabilise les emplois dans le domaine de l'habillement, mais également dans les secteurs qui fournissent des intrants à l'industrie du vêtement: agriculture (coton, jute ou soie), chimie (teintures ou autres produits chimiques pour le traitement des vêtements) ou

6 L'outil statistique utilisé par le gouvernement du Royaume-Uni (Oxford COVID-19 Government Response Tracker) pour le COVID-19 ne fait pas de distinction entre les restrictions appliquées exclusivement à certaines régions d'un pays ou au pays tout entier.

7 Ces 16 pays ou territoires sont les suivants: Australie, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine (République populaire de), Hong Kong (Chine), Indonésie, Inde, Japon, République de Corée, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Taïwan (Chine), Thaïlande et Viet Nam.

divers secteurs de services (conception, commercialisation). Lorsque la demande de vêtements fléchit, tous les travailleurs de la chaîne d'approvisionnement du secteur sont touchés.

Au 9 septembre 2020, 49 pour cent de tous les emplois dans la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'habillement (soit 29 millions) dépendaient de la demande en vêtements des consommateurs vivant dans les pays appliquant les mesures de confinement les plus strictes, où les ventes au détail se sont effondrées (figure 4). Ce pourcentage est inférieur au taux maximum atteint début avril, mais il est resté stable ces dernières semaines. Ces travailleurs sont susceptibles de perdre leur emploi, de voir leurs heures de travail diminuer ou leurs revenus baisser.

Un total de 31 millions d'emplois supplémentaires (soit 51 pour cent) étaient tributaires de la demande des consommateurs se trouvant dans des pays appliquant un niveau moyen de mesures de confinement. Ces emplois ont probablement subi des retombées négatives étant donné le déclin des ventes au détail dans les pays de cette catégorie, bien que dans une moindre mesure. Seuls 240 000 emplois (soit 0,4 pour cent) dépendaient des ventes aux consommateurs de pays ayant mis en place des restrictions faibles, où les répercussions sur la demande sont susceptibles d'être limitées.

Blocages dans la chaîne d'approvisionnement

Les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement subissent également les conséquences de la fermeture des lieux de travail à l'étranger, ce qui consiste en un troisième vecteur des effets de la crise: les blocages au sein de la chaîne d'approvisionnement. La fermeture des lieux de travail a, dans de nombreux cas, entraîné des perturbations au long de la chaîne d'approvisionnement et empêché les intrants importés d'arriver à temps dans le

processus de production des vêtements. L'épuisement des stocks d'intrants peut constituer un obstacle majeur pour le maintien de la production de vêtements et l'obtention d'un revenu par les travailleurs du secteur, que la pandémie soit ou non maîtrisée dans le pays où l'usine est située.

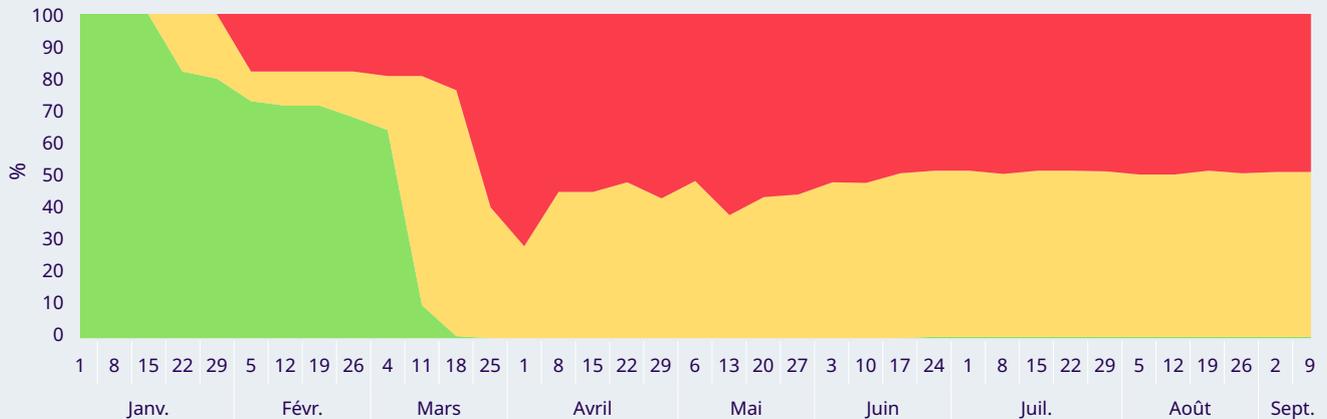
Le secteur de l'habillement dans les pays très tributaires de l'approvisionnement en intrants importés (et non en intrants nationaux), dont la base de fournisseurs est principalement regroupée autour d'un ou peu de pays, est également très vulnérable aux perturbations qui touchent la fourniture de ces intrants. Sous cet angle, c'est en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique que le secteur de l'habillement est le plus susceptible d'être touché par les problèmes d'approvisionnement en intrants importés. En effet, une grande partie des intrants importés par les pays de cette région (comme le Cambodge ou le Viet Nam) provient d'une base de fournisseurs concentrés géographiquement (figure 5)⁸. De nombreux pays de cette sous-région dépendent fortement de la Chine pour la fourniture d'intrants, ce qui les rend vulnérables à la pénurie d'intrants qui pourrait découler d'une éventuelle deuxième vague d'infection entraînant la fermeture soudaine des lieux de travail. Le secteur de l'habillement en Asie de l'Est et du Sud, largement dominé par la Chine et l'Inde, est relativement moins exposé à ces risques puisque ces pays assurent la production de la plupart de leurs intrants au niveau national.

Au 9 septembre, on estimait que 30 pour cent des intrants étrangers dans la production de vêtements provenaient de pays ayant fermé tous les lieux de travail (non essentiels) dans au moins certaines zones géographiques, ce qui laisse à penser que la fourniture de certains de ces intrants s'en est trouvé perturbée (figure 6). Ce chiffre est inférieur aux 60 pour cent enregistrés au début du mois d'avril, mais il semble indiquer que les problèmes d'approvisionnement en intrants restent un vecteur de perturbation important, en particulier en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique (47 pour cent) ainsi qu'en Asie du Sud (41 pour cent).

8 Voir la note de bas de page précédente pour la liste des pays compris dans l'analyse des perturbations de l'approvisionnement en intrants importés.

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

► **Figure 4: Près de la moitié de tous les emplois dans les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement dépendent de la demande de consommateurs vivant dans les pays ayant mis en place les mesures de confinement les plus strictes.**



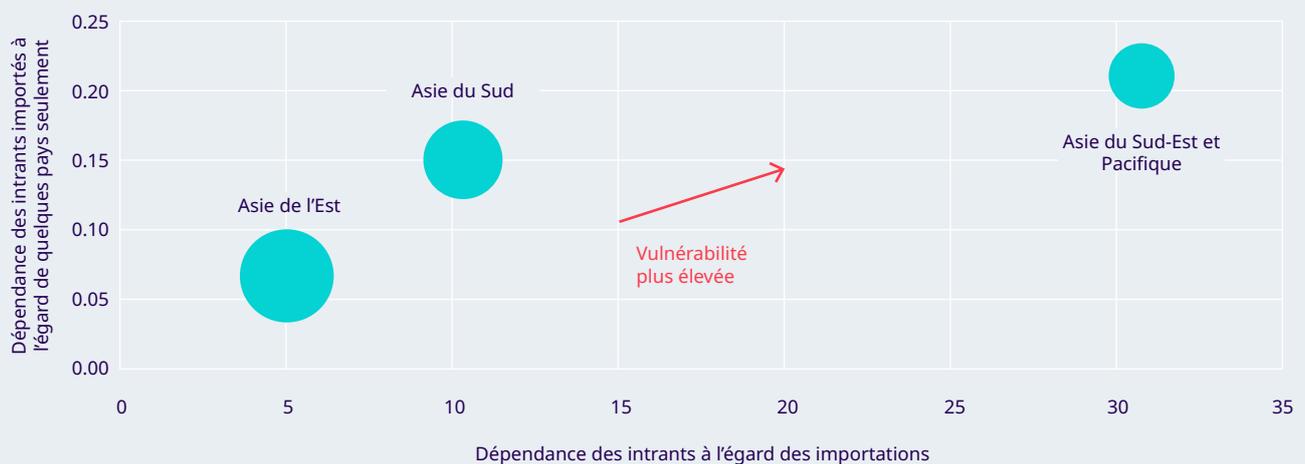
Les emplois dépendent de la demande de vêtements des consommateurs résidant dans les pays ayant appliqué un...

- ...faible niveau de restrictions au titre du confinement
- ...niveau moyen de restrictions au titre du confinement
- ...niveau élevé de restrictions au titre du confinement

Notes: Les pays pris en compte dans les estimations sont énumérés dans la note de bas de page 2. Les emplois de la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'habillement sont tributaires de la demande des consommateurs en produits relevant des catégories 13 à 15 de la CITI. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir BIT (2020a).

Source: Estimations du BIT établies d'après les Tableaux internationaux des entrées-sorties de l'OCDE et la base de données Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

► **Figure 5: Le secteur de l'habillement en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique sont les régions les plus vulnérables aux perturbations de l'approvisionnement en intrants**



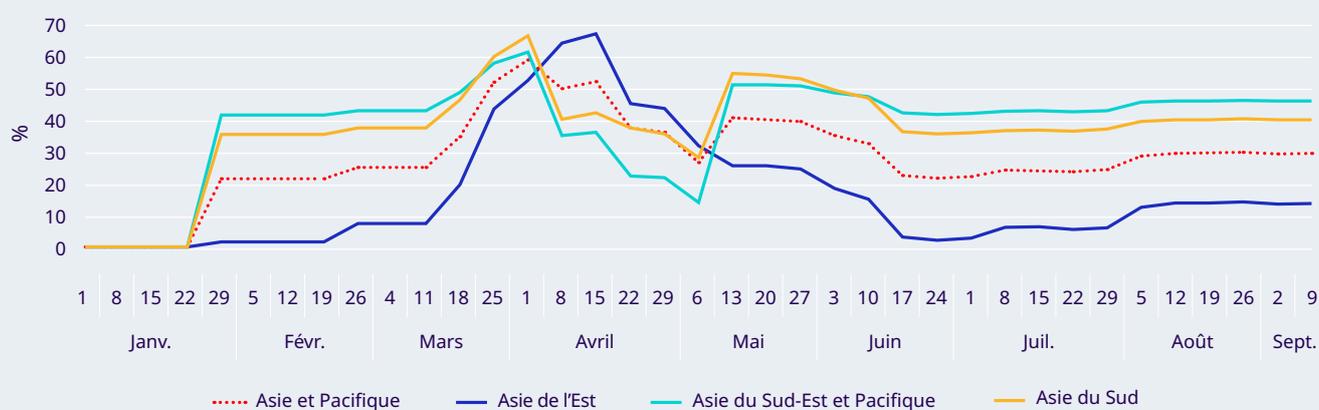
Notes: La taille des cercles représente l'emploi total dans le secteur de l'habillement dans la sous-région. L'axe horizontal correspond au degré de dépendance des intrants par rapport aux importations, et montre dans quelle mesure le recours à des intrants peut être perturbé par la fermeture des lieux de travail à l'étranger. Il équivaut à la part moyenne pondérée selon l'emploi des intrants intermédiaires importés sur le total des intrants utilisés dans le secteur pour chaque pays. L'axe vertical montre dans quelle mesure les intrants importés proviennent d'un petit nombre de pays, ce qui pose un problème dans le cas où ces mêmes pays imposent la fermeture des lieux de travail. Il équivaut à l'indice de concentration du marché de Herfindhal moyen pondéré selon l'emploi des intrants intermédiaires en provenance de pays d'origine. Les pays pris en compte dans les estimations sont énumérés dans la note de bas de page 2. Le secteur de l'habillement se rapporte aux catégories 13 à 15 de la CITI. Pour plus de détails concernant la méthodologie, voir BIT (2020a).

Source: Estimations du BIT établies d'après les Tableaux internationaux des entrées-sorties de l'OCDE et la base de données Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

► Note de recherche

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

► Figure 6: Les perturbations de l'approvisionnement en intrants dans le secteur de l'habillement restent élevées dans les sous-régions Asie de l'Est, Asie du Sud-Est et Pacifique



Notes: La figure montre le pourcentage moyen pondéré selon l'emploi de l'approvisionnement en intrants intermédiaires importés provenant de pays où tous les lieux de travail non essentiels sont fermés. Les calculs sont basés sur les données de 64 pays qui représentent 74 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. Les pays pris en compte dans les estimations sont énumérés dans la note de bas de page 2. Le secteur de l'habillement se rapporte aux catégories 13 à 15 de la CITI. Pour plus de détails concernant la méthodologie, voir BIT (2020a).

Source: Estimations du BIT établies d'après les Tableaux internationaux des entrées-sorties de l'OCDE et la base de données Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

► Partie II: Effets sur le commerce et les chaînes d'approvisionnement

Effondrement du commerce de l'habillement

La crise du COVID-19 a entraîné une forte baisse du commerce mondial de vêtements au cours du premier semestre 2020. Les importations en provenance des principaux pays exportateurs de vêtements en Asie ont fortement diminué, entraînant de ce fait de nombreuses fermetures d'usines, temporairement ou pour une durée indéfinie, et des licenciements massifs.

Les importations de vêtements aux États-Unis ont baissé de 26 pour cent de janvier à juin, par rapport à la même période en 2019 (figure 7). On peut constater des tendances similaires dans les données relatives aux importations de l'Union Européenne (UE) et du Japon (diminution respective de 25 et 17 pour cent). Au total, ce recul des importations d'une année sur l'autre représente une perte de 17,5 milliards de dollars US pour l'UE, de 17 milliards de dollars US pour les États-Unis et de 2,6 milliards de dollars US pour le Japon, par rapport à 2019. Ces marchés d'importation jouent un rôle de premier plan pour les pays producteurs de vêtements - l'UE, les États-Unis et le Japon étant les trois premiers importateurs mondiaux de vêtements en 2018. Ensemble, ces trois pays représentaient 61,5 pour cent des importations mondiales de vêtements en 2018 (Lu, 2019).

L'ampleur de ces baisses dans les importations et les périodes auxquelles elles se sont produites varient considérablement (figure 8). La Chine est la première à avoir enregistré, en janvier

2020, une diminution de 13 pour cent par rapport à l'année précédente de ses exportations vers l'UE, le Japon et les États-Unis. En revanche, au cours du même mois, les importations des États-Unis, de l'UE et du Japon en provenance du Viet Nam, du Bangladesh et de l'Indonésie ont augmenté. Il semblerait que le déclin de la part de marché de la Chine ait dans un premier temps bénéficié à ces pays (Lu, 2020). Cependant, à partir de février 2020, les importations en provenance du Viet Nam, de l'Indonésie, de l'Inde et du Bangladesh ont elles aussi nettement diminué. En juin 2020, les importations totales de l'Inde et du Bangladesh depuis le début de l'année avaient chuté respectivement de 41 et 32 pour cent par rapport à la même période en 2019.

Les importations totales combinées des États-Unis, de l'UE et du Japon en provenance des dix principaux pays asiatiques producteurs de vêtements et de chaussures ont également diminué de manière significative entre janvier et juin 2020 par rapport à la même période en 2019 (figure 9). L'exception est le Myanmar, où l'augmentation des exportations vers les États-Unis et le Japon a compensé la diminution des exportations vers l'UE⁹. Les pourcentages les plus élevés de recul des exportations ont été constatés en Chine, en Inde, aux Philippines et au Sri Lanka. En outre, les données comparatives sur le volume total des importations montrent que la diminution des importations de vêtements a été plus brutale que celle des importations d'autres types de biens, et dans d'autres secteurs. La crise a donc été particulièrement grave et lourde de conséquences pour le commerce mondial de l'habillement et les principaux producteurs de la chaîne d'approvisionnement dans la région.

9 Les importations de vêtements des États-Unis en provenance du Myanmar n'ont cessé d'augmenter depuis 2016, année où le Myanmar a pris part à la chaîne d'approvisionnement mondiale (GSP); les pourcentages semblent élevés (dans la figure 9, par exemple), car les importations ont longtemps été relativement faibles.

► Note de recherche

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

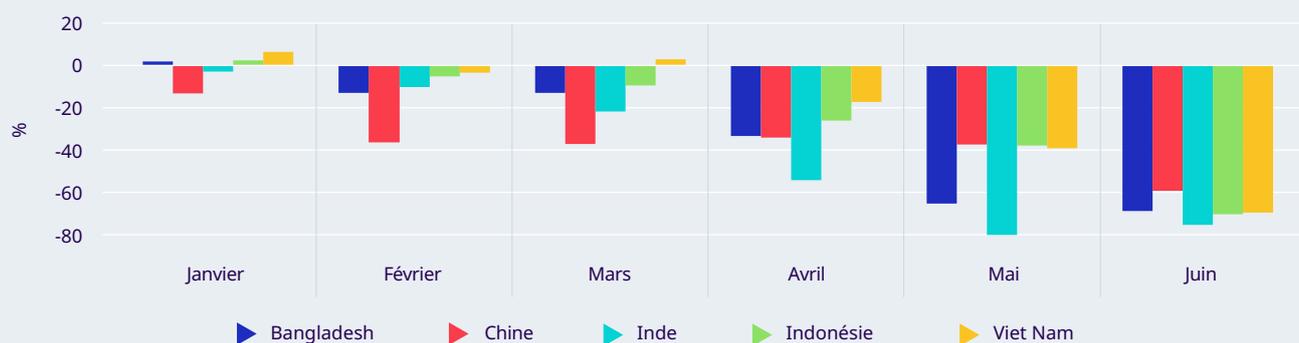
► **Figure 7: Valeur totale des importations de vêtements de l'Union Européenne, du Japon et des Etats-Unis (2019 et 2020)**



Notes: Les importations se rapportent aux importations de produits dont le code SH est 42, 43, 57, 58, 60, 61, 62, 64, 65 et 66.

Source: International Trade Commission, Base de données Comtrade de l'ONU.

► **Figure 8: Valeur combinée des importations de vêtements de l'Union Européenne, du Japon et des Etats-Unis depuis certains pays, 2020 (variation en pourcentage d'une année sur l'autre)**



Notes: Codes SH de marchandise 42, 43, 57, 58, 60, 61, 62, 64, 65 et 66.

Source: Base de données Comtrade de l'ONU.

► **Figure 9: Valeur totale des importations de vêtements de l'Union Européenne, du Japon et des Etats-Unis depuis certains pays, Janvier – Juin 2020 (variation en pourcentage d'une année sur l'autre)**



Notes: Codes SH de marchandise 42, 43, 57, 58, 60, 61, 62, 64, 65 et 66.

Source: International Trade Commission, Eurostat.

► Note de recherche

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

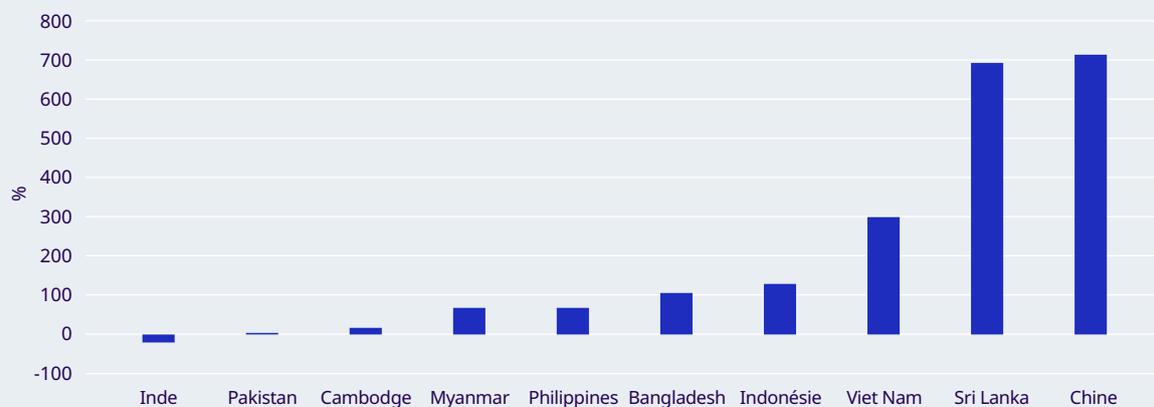
► Encadré 1. Le commerce de masques à la hausse

La chute spectaculaire des importations mondiales de vêtements en provenance des principaux producteurs en Asie a été en partie compensée par une forte hausse des importations de protections pour le visage (code 6307 du système harmonisé (SH)) (figure 10). Plusieurs usines sont passées à la production de masques pour répondre à la demande mondiale. De janvier à juin 2020, l'UE, le Japon et les États-Unis ont importé des masques en tissu et chirurgicaux de Chine pour un montant d'environ 29 milliards de dollars US et du Viet Nam pour 999 millions de dollars.

L'UE, le Japon et les États-Unis ont connu une hausse de 297 pour cent des importations de masques en provenance du Viet Nam entre janvier et juin 2020, par rapport à la même période en 2019, mais la valeur de ces importations ne représentait que 6 pour cent de la valeur totale des exportations vietnamiennes de vêtements vers ces marchés. L'augmentation des exportations de masques n'a pas compensé le recul des commandes de vêtements, qui représentent environ 10 pour cent de la production (représentant de VITAS, interview, 10 août 2020). De même, les importations de masques en provenance du Sri Lanka ont augmenté de 687 pour cent, mais encore une fois, celles-ci ne représentaient que 6 pour cent de la valeur totale des exportations srilankaises de textiles, de vêtements et de chaussures sur la même période.

Entre janvier et juin 2020, les importations de masques en provenance de Chine ont augmenté de 708 pour cent par rapport à 2019 et ont représenté 49 pour cent de la valeur totale des exportations de vêtements vers l'UE, le Japon et les États-Unis sur la même période. Cette tendance marque un tournant important orienté vers la production de masques en Chine. La production de masques liée au COVID-19 a joué un rôle nettement plus important dans le secteur du textile et de l'habillement en Chine qu'au Viet Nam, au Sri Lanka ou dans d'autres pays.

► **Figure 10. Importations de masques par l'Union européenne, le Japon et les États-Unis en provenance de certains pays, janvier-juin 2020 (variation en pourcentage d'une année sur l'autre)**



Note: Les données couvrent la période allant de janvier à juin 2020 et se rapportent au code SH 6307.

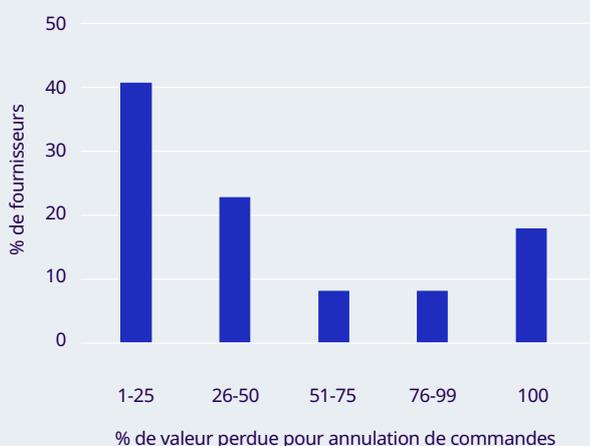
Source: Base de données Comtrade de l'ONU et USITC.

Annulations de commandes: une situation généralisée

Au début de la crise, de nombreux acheteurs dans le monde ont réagi au recul de la demande des consommateurs en cherchant à réduire ou à annuler des commandes, à suspendre des livraisons et à demander des remises aux fournisseurs, en invoquant la plupart du temps des clauses de *force majeure* présentes dans les contrats des fournisseurs¹⁰. Plusieurs détaillants établis de longue date (par ex., Brooks Brothers, Debenhams, G-Star (États-Unis), J. Crew, JC Penney et Neiman Marcus) ont déclaré faillite ou ont été mis sous administration (The Fashion Law, 2020). En avril 2020, McKinsey a estimé que jusqu'à un tiers des acheteurs mondiaux de prêt-à-porter ne survivraient pas à la crise (Amed et al., 2020). Les raisons qui président à la faillite varient d'une entreprise à l'autre; d'après certains analystes, de nombreuses entreprises peinaient déjà à s'adapter à l'environnement changeant de la vente au détail et certaines grandes chaînes de magasins étaient déjà criblées de dettes avant la pandémie (Mau, 2020).

Il n'existe pas de données détaillées sur le déclin des commandes de vêtements par pays qui en a résulté; en revanche une enquête menée par Better Buying en mai 2020 auprès de 179 fournisseurs installés dans 30 pays (dont la Chine, le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan) a révélé que 64 pour cent des usines de vêtements avaient reçu des demandes d'annulation de la part de leurs clients. Un total de 18 pour cent des répondants a déclaré avoir perdu la totalité des créances clients du fait des annulations de commandes (figure 11). D'après ce même rapport, 35 pour cent des usines participant à l'enquête avaient reçu de la part de leurs clients, des demandes de remises de plus de 20 pour cent sur les commandes en cours (Better Buying Institute, 2020a).

► Figure 11. Perte de valeur due à des annulations de commande, en pourcentage du total



Source: Better Buying Institute, 2020a.

En outre, une enquête menée en mai 2020 auprès de 250 usines participant au programme Better Work de l'OIT au Bangladesh, a révélé que 38 pour cent de ces usines ont dû faire face à des réductions de commande ou répondre à des demandes de suspension de leurs livraisons, que 34 pour cent d'entre elles ont subi des annulations de commande et que 4 pour cent n'ont pas pu produire de vêtements faute de matières premières. Une enquête similaire conduite en mai 2020 auprès de 216 usines du programme Better Work en Indonésie a révélé que pour 28 pour cent d'entre elles, les commandes en cours avaient été réduites ou suspendues, que pour 18 pour cent, des commandes avaient été annulées, et que 24 pour cent d'entre elles avaient manqué de matières premières ou d'intrants nécessaires à la production. Une enquête menée fin mars 2020 par le Penn State Center for Global Workers' Rights auprès de fournisseurs au Bangladesh a montré que, dans les usines ayant subi des annulations de commande, 72 pour cent des acheteurs n'avaient pas payé les matières premières et 91 pour cent d'entre eux n'avaient pas payé le coût de production des biens déjà produits (Anner, 2020).

Par ailleurs, les marques auraient insisté pour obtenir des délais de paiement plus longs. D'après le Better Buying Institute, plus de 57 pour cent des fournisseurs avaient reçu de la part des acheteurs des demandes de prolongation du délai de paiement au-delà des 45 jours réglementaires. Environ 39 pour cent des fournisseurs ont déclaré avoir reçu des demandes de prolongation du délai de paiement jusqu'à 60 jours et plus (Better Buying Institute, 2020a). Un représentant de l'Association des fabricants de vêtements du Cambodge (GMAC) a rapporté que les délais de paiement moyens avaient atteint 120 jours en juin 2020, et que certains fabricants s'étaient sentis obligés d'accepter un délai encore plus long de 180 jours (représentant de GMAC, communication personnelle, 23 juillet 2020).

Certains fournisseurs déclarent ne pas être en mesure de repousser ces modifications des conditions contractuelles et des politiques d'achat. Pour eux, l'invocation de la *force majeure* par les marques dans le cas d'un litige n'est pas envisageable, non seulement à cause de la lenteur de la procédure, mais aussi en raison des effets que cela pourrait avoir sur leur réputation et leurs relations, ainsi que sur la durabilité de leur entreprise (Nilsson, 2020). Une enquête sur les fournisseurs menée par Sedex, un outil d'audit social et une plateforme de données de premier plan, auprès des entreprises membres a révélé que 38 pour cent des répondants dans le secteur de l'habillement estimaient que les acheteurs avaient fait preuve de soutien pendant la pandémie (Sedex, 2020).

¹⁰ Une clause de *force majeure* permet à l'une des parties à un contrat d'être démise de ses obligations contractuelles en raison de circonstances imprévisibles - dans le cas présent, la pandémie du COVID-19.

► Partie III: Répercussions sur les usines et le travail décent

Des milliers d'usines fermées temporairement, et parfois pour une durée indéterminée

La baisse soudaine de la consommation et la chute des commandes des acheteurs qui s'en est suivie ont contraint de nombreux fournisseurs de la région à fermer leurs usines, soit de manière temporaire soit pour une durée indéterminée. Afin d'éviter la propagation du coronavirus, les gouvernements ont institué en mars et avril 2020 des mesures de confinement de durée et d'intensité variables, ce qui a incité les fournisseurs à fermer.

Au vu du caractère fluctuant des effets de la pandémie, il est difficile pour les gouvernements, les associations professionnelles et les chercheurs de comptabiliser le nombre exact de fermetures d'usine. Selon l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA), 348 usines ont fermé dans ce pays de mars à avril 2020 (représentants de la BGMEA, interview du 22 juillet 2020). Au Cambodge, entre 15 et 25 pour cent des usines n'avaient plus de commandes à la fin du deuxième trimestre 2020, et plus d'un quart des entreprises membres du GMAC n'avaient pas rouvert en juillet 2020 (représentant de GMAC, interview du 23 juillet 2020).

Des enquêtes menées par le programme Better Work Bangladesh et Indonésie entre mars et mai 2020 montrent la répartition des durées de fermeture des usines découlant des mesures de confinement liées au COVID-19 ou de difficultés économiques. Au Bangladesh, environ 60 pour cent des fournisseurs ont fermé pendant une période supérieure à 3 semaines et la plus grande partie des fournisseurs (environ 40 pour cent) ont fermé entre 26 et 35 jours ouvrables (figure 12). Cela correspond approximativement à la période pendant laquelle tous les lieux de travail, sauf ceux considérés comme essentiels, étaient censés être fermés au Bangladesh, selon la base de données Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

En Indonésie, en revanche, environ 70 pour cent des usines participant au programme Better Work ont fermé pendant moins d'un mois, la plus grande partie (38 pour cent) ayant fermé pendant moins de 14 jours. Au total, parmi les fournisseurs indonésiens interrogés, les journées de travail perdues ont entraîné la perte ou le report d'environ 70 millions de dollars US de chiffre d'affaires. Les différences observées entre l'Indonésie et le Bangladesh en termes de durée de fermeture des usines reflètent dans une large mesure les différentes politiques menées par ces gouvernements: alors que le Bangladesh a décrété une mise en congé généralisée, ou confinement, l'Indonésie n'a pas mis en place de mesures de confinement à l'échelle nationale, mais a imposé des restrictions sociales au niveau des provinces (voir également l'Annexe 1).

Des licenciements massifs

Les effets du COVID-19 sur les fournisseurs, à la suite des annulations de commandes, de la baisse de la demande et du confinement, ont entraîné de nombreux licenciements de travailleurs. Leur forme varie selon les pays en fonction des mesures gouvernementales en matière de licenciements et de leur incidence sur le plan économique (voir l'Annexe 1).

La plupart des fournisseurs dans les pays couverts par le présent rapport ont dû licencier au moins une partie de leurs travailleurs. D'après Better Buying, environ 60 pour cent des fournisseurs interrogés ont licencié quelques employés. Près de la moitié des usines comptabilisées ont renvoyé plus de 10 pour cent de leurs travailleurs. Une proportion relativement faible des fournisseurs interrogés (2,1 pour cent) ont remercié la totalité de leurs employés (Better Buying Institute, 2020a). Les données recueillies auprès des usines dans le cadre du programme Better Work Bangladesh indiquent que près d'un tiers des usines participantes avaient déclaré des licenciements de travailleurs au début de la pandémie.

► Figure 12. Fermeture des usines au Bangladesh et en Indonésie (en nombre de jours de travail)

a. Bangladesh



b. Indonésie



Source: Better Work Bangladesh, Better Work Indonésie.

► Note de recherche

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

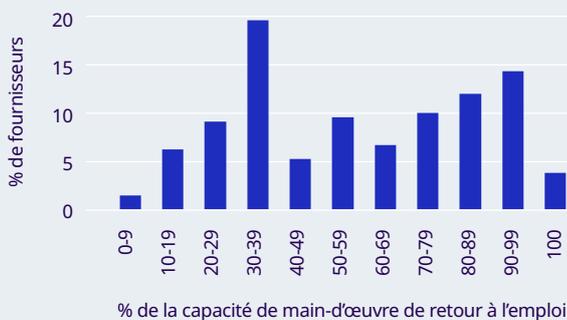
Selon le Ministère indonésien de l'Industrie, 812 254 travailleurs du secteur de l'habillement et de la chaussure, soit environ 30 pour cent de la main-d'œuvre de ce secteur, avaient été licenciés en juillet 2020 en raison des effets économiques de la pandémie (Kementrian Perindustrian, 2020)¹¹. Une enquête menée auprès de 134 usines de confection en Indonésie a révélé que les réponses les plus courantes ont été la réduction temporaire des effectifs, le licenciement du personnel non permanent et la diminution des salaires. Au sein des usines qui ont participé à l'enquête, les heures de travail hebdomadaires ont été réduites en moyenne de 15,6 heures depuis mars 2020 (WageIndicator, 2020).

Au Myanmar, certains rapports indiquent que sur les quelque 600 usines de vêtements du pays, 44 sont toujours fermées, laissant environ 22 000 travailleurs sans emploi (Peoples Dispatch, 2020). De même, au Cambodge, plus de 150 000 travailleurs - soit environ 15 pour cent des employés du secteur de l'habillement du pays - auraient perdu leur travail pendant la pandémie (*Khmer Times*, 2020). Un rapport de l'Association vietnamienne du textile et de l'habillement (VITAS) indique que 80 pour cent des fournisseurs ont licencié des travailleurs en avril et mai 2020 et que de nouveaux licenciements devraient avoir lieu entre juillet et septembre (Fibre2Fashion News Desk, 2020a).

Des usines à capacité réduite

Selon les informations disponibles, les usines en activité au début du troisième trimestre 2020 - qu'elles soient restées opérationnelles pendant toute la période ou qu'elles aient rouvert depuis - ne fonctionneraient pas à leur capacité d'avant la pandémie. Au Bangladesh, environ 43 pour cent des fournisseurs produisent avec moins de 50 pour cent du personnel dont ils disposaient avant la pandémie (figure 13). Seuls 3,9 pour cent des fournisseurs ont conservé la totalité de leurs travailleurs. La plupart d'entre eux (environ 20 pour cent) fonctionnent avec 30 à 39 pour cent du nombre de travailleurs qui étaient en poste avant la pandémie.

► **Figure 13. Répartition des réductions du nombre de travailleurs au Bangladesh**



Source: Better Work Bangladesh.

En juillet, la proportion moyenne de travailleurs de retour au travail après la réouverture était de 57 pour cent de la main-d'œuvre totale des usines avant la pandémie (tableau 1). Au total, 230 749 ouvriers des usines membres du programme Better Work Bangladesh n'avaient toujours pas repris leurs fonctions à la réouverture de celles-ci; cela représente environ 41 pour cent du nombre total de travailleurs couverts par le programme Better Work Bangladesh.¹²

► **Tableau 1. Travailleurs de retour à l'emploi ou toujours sans emploi après la réouverture des usines au Bangladesh**

Catégorie	Moyenne	Médiane	Min	Max	Total
Part des travailleurs en poste après la réouverture (en pourcentage)	57	51	5	100	n/a
Nombre de travailleurs sans activité	1 109	808	0	8 383	230 749

Source: Better Work Bangladesh.

Avec la réouverture de certains détaillants dans les pays de l'UE et aux États-Unis, les pays producteurs de vêtements, y compris ceux de la région Asie et Pacifique, reçoivent à nouveau des commandes. Au Bangladesh, les commandes ont repris, notamment en provenance d'acheteurs qui demandent à leurs fournisseurs d'honorer celles qui avaient été passées avant le début de la pandémie. Toutefois, les premiers bilans montrent des différences entre les usines quant à la répartition des commandes relancées: les grandes entreprises récupèrent davantage de commandes que les PME (RMG Bangladesh, 2020a).

Selon les médias bangladais, environ 351 usines, dont les exportations combinées s'élèvent à 12,26 milliards de dollars US pour la dernière année fiscale, fonctionnaient à plein régime et sans perte d'emplois en juillet 2020. En revanche, 341 usines de taille moyenne dont la valeur des exportations équivaut à 4,1 milliards de dollars US ne produisaient qu'à 60 pour cent de leur capacité (Mirdha, 2020a)¹³.

On peut également constater que la capacité de production des usines a diminué au Viet Nam. Le secteur de l'habillement est l'un des plus touchés dans ce pays et cela tient principalement aux annulations de commandes. Selon l'Association vietnamienne du textile et de l'habillement (VITAS), 70 pour cent des fabricants de vêtements ont réduit leurs équipes et la rotation des travailleurs en mars. En avril et mai, ce pourcentage s'est accru de dix points (Nguyen & Le, 2020). En juillet 2020, l'association VITAS a signalé que les usines rouvertes fonctionnaient à seulement 50/60 pour cent de leur capacité, et qu'entre 500 000 et 600 000 travailleurs étaient toujours assujettis à des congés sans

11 Ce chiffre comprend les licenciements temporaires et définitifs, étant donné que l'enquête ne faisait pas de distinction entre les deux.

12 Les données disponibles ne précisent pas la situation dans l'emploi des travailleurs qui ne sont pas retournés à leur poste, ni les prestations dont ils ont bénéficié, ni les motifs pour lesquels ils n'y sont pas retournés.

13 Selon les données de la CNUCED, la valeur totale des exportations de vêtements du Bangladesh s'élevait à 33,6 milliards de dollars US en 2019.

solde. Elle a également estimé que le secteur subirait une perte de 8,5 à 12 milliards de dollars US d'ici à la fin de 2020, ce qui représente environ 22 à 31 pour cent des exportations nationales de vêtements et de textiles en 2019 (représentant de VITAS, interview du 10 août 2020).

Au Sri Lanka, le Joint Apparel Association Forum (JAAF) a indiqué que les revenus des fournisseurs ont diminué de 780 millions de dollars US entre mars et juillet 2020, et qu'ils devraient encore baisser d'un milliard de dollars US d'ici à la fin de 2020, ce qui équivaut à 19 pour cent des 5,3 milliards de dollars US de revenus annuels du Sri Lanka provenant du secteur de l'habillement. Après les mesures de confinement instaurées au mois de mars, la plupart des usines avaient rouvert en juillet 2020. Il semblerait toutefois que la plupart d'entre elles ne fonctionnent qu'à 80 pour cent de leur capacité (représentant de la JAAF, interview, 4 août 2020).

Les associations interrogées pour établir le présent rapport ont fait part de leur incertitude quant au maintien des nouvelles commandes au troisième trimestre 2020 et au-delà, car elles craignent une "deuxième vague" du COVID-19. La JAAF prévoit que la reprise suivra une courbe en W avec, dans un premier temps, une augmentation temporaire de la production permettant d'honorer les commandes passées avant la pandémie, puis une rechute de celle-ci en septembre et octobre 2020. Une enquête réalisée en juillet 2020 par Better Buying auprès de 147 fournisseurs installés de 30 pays¹⁴ reflète une dynamique tout aussi inquiétante: 92,5 pour cent des usines interrogées ont confirmé que leurs acheteurs avaient passé de nouvelles commandes, mais 59,2 pour cent d'entre elles ont signalé une diminution globale du volume des commandes, et 51 pour cent ont fait état d'une diminution des volumes commandés pour le même prix, ce qui entraînera nécessairement une baisse des recettes des fournisseurs (Better Buying Institute, 2020b).

Généralisation des réductions salariales et des retards de paiement des salaires

Dans la plupart des pays, entre mars et juin 2020, le secteur de l'habillement a connu d'importantes réductions du nombre de commandes, du nombre d'heures travaillées et de la main-d'œuvre, ce qui a entraîné une baisse globale des revenus des travailleurs. La plupart de ceux qui étaient toujours en poste au second trimestre 2020 ont connu une baisse de revenus et un retard de paiement de leurs salaires.

Les données du programme Better Work Bangladesh de l'OIT indiquent qu'un travailleur sur cinq a reçu son salaire après les sept jours ouvrables prévus par la loi (tableau 2). La proportion de travailleurs ayant perçu des salaires en retard est passée de un à trois en avril 2020.

► **Tableau 2. Salaires perçus au-delà des 7 jours ouvrables du mois suivant au Bangladesh**

Mois	Usines Better Work Bangladesh		Travailleurs Better Work Bangladesh	
	Nombre	%	Nombre	%
Mars		22.8	107 922	18.1
Avril	80	32.0	165 765	27.8
Mai*	16	6.4	32 254	5.4

Note: Un total de 70 entrées correspondant au paiement des salaires de mai ne sont pas mises à jour, ce qui peut expliquer en partie le faible nombre d'usines responsables d'un paiement tardif des salaires. Le % se réfère au pourcentage sur toutes les usines Better Work Bangladesh.

Source: Better Work Bangladesh.

En outre, comme le révèlent les enquêtes téléphoniques menées par Microfinance Opportunities (MFO) et le South Asia Network on Economic Modeling (SANEM) auprès de 1 377 travailleurs du secteur de l'habillement au Bangladesh, les salaires ont diminué. L'enquête a révélé en effet que les travailleurs avaient déclaré un salaire médian inférieur de 5 522 Tk (65 dollars US) en mai, contre 9 500 Tk (113 dollars US) en avril (Garment Worker Diaries, 2020). La baisse des salaires affecte considérablement les travailleurs, notamment sur le plan de la sécurité alimentaire. D'après l'enquête MFO SANEM, 77 pour cent des personnes interrogées en juin 2020 ont déclaré qu'elles ne se nourrissaient pas assez par manque d'argent. Cette proportion est passée à 85 pour cent en mai 2020. Une autre enquête menée par le BRAC au Bangladesh auprès de 1 200 travailleurs du secteur de l'habillement a révélé que seulement 50 pour cent des travailleurs avaient perçu la totalité de leur salaire en mars 2020, 42 pour cent en avril et 74 pour cent en mai 2020 (BIT BRAC, 2020)¹⁵.

Les travailleurs du secteur qui dépendent, totalement ou en partie, des programmes publics de soutien aux revenus ont reçu des salaires nettement inférieurs à ceux qu'ils perçoivent habituellement, voire au salaire minimum. Par conséquent, il leur est difficile de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille (voir l'Annexe 1 pour une description pays par pays des mesures et politiques gouvernementales).

D'après l'analyse de la Clean Clothes Campaign sur les écarts de salaires au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, en Indonésie, au Myanmar, au Pakistan et au Sri Lanka, les travailleurs de l'habillement ont perdu au total entre 3,19 et 5,78 milliards de dollars US de mars à mai 2020 en raison des licenciements et de la fermeture des usines (Clean Clothes Campaign, 2020).

Le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme a par exemple signalé que les travailleurs du secteur de l'habillement en Inde ont connu une baisse de salaire de 57 pour cent (BHRRRC, 2020). En outre, Care

14 Y compris la Chine, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Bangladesh, les États-Unis et le Pakistan.

15 Voir BIT (2016) et BIT (2018) pour d'autres données et informations sur les salaires dans le secteur de l'habillement dans la région de l'Asie et du Pacifique.

International a constaté que malgré les aides accordées par le gouvernement cambodgien aux employeurs pour verser une indemnité de 70 dollars US aux travailleurs mis en congé sans solde, seuls 41 pour cent des travailleurs interrogés en mai avaient effectivement reçu la totalité de cette indemnité (CARE, 2020). Une enquête menée dans le cadre du programme de l'OIT Better Factories Cambodia (BFC, Better Work) auprès de 375 travailleurs en mai et juin 2020 a révélé que 49 pour cent d'entre eux avaient vu leurs revenus diminuer à la suite des interruptions de production dues au COVID-19 et que 41 pour cent ont déclaré travailler moins que d'ordinaire (Better Factories Cambodia, 2020).

Les forces de l'ordre locales craignent que les travailleurs qui ne perçoivent pas leur salaire ou touchent un salaire inférieur ne soient à l'origine d'éventuels conflits. Au Bangladesh, la police industrielle a publié fin juillet 2020 un rapport montrant que 177 usines risquaient de connaître des troubles en raison du défaut de paiement des salaires et des primes de célébration de l'Aïd, et des problèmes liés aux congés de leurs employés. Selon la même source, 756 usines de vêtements n'avaient pas versé les salaires de juin à leur personnel (RMG Bangladesh, 2020b). Fin août 2020, l'Institut d'études du travail du Bangladesh (BILS) a déclaré qu'"il n'y avait pratiquement pas de conflits sociaux liés aux paiements des salaires et aux licenciements [dans le secteur de l'habillement]" (Mirdha, 2020b).

Des conséquences particulièrement graves pour les femmes

Les répercussions sanitaires et économiques de la pandémie du COVID-19 ont touché les travailleuses de manière disproportionnée et risquent sérieusement de mettre à mal les progrès réalisés pour réduire les inégalités entre hommes et femmes. En Asie et dans le Pacifique, le secteur de l'habillement emploie plus de 5 pour cent de l'ensemble des travailleuses, faisant de cette branche l'une des principales sources d'emploi pour les femmes parmi tous les secteurs industriels de la région (BIT, 2020d). Les travailleuses de ce secteur représentent une part importante de l'emploi total dans de nombreux pays d'Asie (voir la figure 2).

Si les perturbations au sein de la chaîne d'approvisionnement en vêtements ont considérablement touché les travailleuses, la pandémie a d'autant plus exacerbé les inégalités préexistantes. De nombreux travailleurs, en particulier les femmes, ont la double charge de s'acquitter de leurs responsabilités professionnelles rémunérées et des activités qui ne le sont pas, en assumant une part disproportionnée des tâches ménagères et des soins aux enfants et autres membres de la famille. Dans une enquête de Care International menée en mai et juin 2020 auprès de 307 femmes travaillant dans le secteur de l'habillement au Cambodge, 36 pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir supporté une charge de travail plus lourde que les hommes pendant la pandémie et 13 pour cent d'entre elles ont estimé que l'augmentation des tâches non rémunérées au sein du foyer comptaient parmi les trois

principaux problèmes liés à la crise (CARE, 2020).

Les femmes continuent de percevoir un salaire inférieur à celui des hommes. L'enquête MFO SANEM au Bangladesh a révélé qu'en juin, les femmes gagnaient un salaire médian de 9 200 Tk (109 dollars US), contre 10 000 Tk (118 dollars US) pour les hommes occupant des postes similaires. Les travailleuses ont également rapporté qu'elles se nourrissaient en moindre quantité que les hommes. Un total de 79 pour cent des femmes, contre 70 pour cent des hommes, a déclaré ne pas avoir été en mesure de manger suffisamment pendant le mois de juin (Garment Worker Diaries, 2020).

Si certaines usines ont rouvert, les garderies sont restées fermées, mettant ainsi les parents en difficulté, et notamment les femmes travailleuses. La mise à disposition de crèches ou de garderies d'enfants au sein des usines est une obligation légale dans plusieurs pays de la région. Par exemple, en vertu de la législation indienne, les usines employant plus de 30 femmes doivent mettre en place des structures d'accueil d'enfants; selon les fabricants, la fermeture de ces crèches est une mesure visant à limiter la propagation du virus (Nagaraj, 2020). Dans d'autres pays, y compris le Cambodge et le Bangladesh, les répercussions de la pandémie sur les familles et les travailleurs ont mis en évidence l'incapacité des gouvernements à faire respecter les obligations légales en matière de garde d'enfants (New Age, 2019) et la nécessité de soutenir la fourniture de services de garde abordables, professionnels et accessibles à tous les travailleurs.

Avant et pendant la crise du COVID-19, des réclamations ont été présentées contre des employeurs qui auraient licencié des travailleuses enceintes et refusé de verser des allocations maternité. Depuis mai 2020, la Fédération Sommilito Garments Sramik a déposé 50 plaintes au nom de travailleuses enceintes ayant subi un licenciement au Bangladesh (Poltzer, 2020). La BGMEA a nié ces accusations, mis en doute la validité des comptes-rendus médiatiques et fait part de son souhait d'enquêter sur les allégations de licenciement formulées par ces travailleuses (BGMEA, 2020).

La pandémie a également augmenté le risque de violence et de harcèlement à caractère sexiste (BIT, 2020e, 2020f). Depuis le début de l'épidémie de COVID-19, on a constaté une augmentation de la violence contre les femmes, sous toutes ses formes, et en particulier de la violence domestique (ONU Femmes, 2020). Les mesures de confinement et les difficultés économiques ont contribué à l'augmentation des taux de violence domestique et réduit l'accès des travailleurs à des services de soutien déjà limités. D'après CARE International, 33 pour cent des travailleuses du secteur de l'habillement au Cambodge ont déclaré que la crise du COVID-19 avait accru les tensions et les conflits au sein de leur foyer. CARE International a également noté que la violence sexiste passe souvent inaperçue et que la conclusion de leur enquête selon laquelle 2 pour cent des travailleuses ont estimé que la violence domestique est un problème est probablement une sous-estimation (CARE, 2020).

Santé et sécurité: garder le cap sur les priorités

Dans tous les pays étudiés, les gouvernements et les associations professionnelles ont publié des directives dans le but de minimiser la propagation du COVID-19 (voir l'Annexe 1). Les enquêtes menées par Better Factories Cambodia auprès des travailleurs ont été utilisées pour tester la portée des messages sur la pandémie et leur lien avec le travail dans le pays. On peut constater un niveau élevé de sensibilisation au COVID-19, et plus de 70 pour cent des travailleurs se rappellent avoir reçu des rappels de leurs employeurs pendant leur travail par des annonces via haut-parleur. Deux tiers d'entre eux ont pris connaissance des recommandations de leurs employeurs par le biais d'affiches ou d'autres moyens de communication écrite ou visuelle (Better Factories Cambodia, 2020).

Les associations d'employeurs ont pris des mesures pour promouvoir les directives de sécurité liées au COVID-19 dans leurs usines membres. Au Viet Nam, en coopération avec le programme Better Work de l'OIT, l'association VITAS et le Ministère du travail et des affaires sociales (MOLISA) ont diffusé des orientations sur les dispositions en matière de SST (interview du représentant de VITAS le 10 août 2020). Au Sri Lanka, la JAAF a fait savoir que la température des travailleurs était contrôlée avant d'entrer dans les transports vers leur travail et que les machines à coudre avaient été espacées les unes des autres tout comme les chaises des cantines (interview du représentant de la JAAF le 4 août 2020).

Il est difficile de savoir quels mécanismes d'application de ces dispositions sont en place et dans quelle mesure les usines les mettent en œuvre. Bien que de nombreuses usines aient reçu des conseils et déclaré avoir pris des mesures pour minimiser les risques de propagation du COVID-19, tout porte à croire que les mesures en matière de SST sont appliquées de manière incohérente par les employeurs, en particulier pour ce qui est de la distanciation sociale.

Les résultats de l'enquête téléphonique menée par le programme Better Factories Cambodia de l'OIT (BFC) et conçue dans le but d'appréhender les opinions des travailleurs quant à la mise en œuvre des mesures de SST liées au COVID-19, indiquent que les contrôles de température sont obligatoires à l'entrée des usines et que des masques sont fournis dans la plupart des cas, comme l'ont rapporté 80 pour cent des travailleurs. Cependant, seuls 20 pour cent des travailleurs ont déclaré que leurs employeurs mettaient en œuvre des mesures de distanciation sociale en réduisant les rassemblements dans les cantines ou les salles de pause. Seuls 14 pour cent des travailleurs ont affirmé que les surfaces de travail étaient désinfectées, et 12 pour cent d'entre eux que les employeurs avaient réorganisé les

zones de production pour assurer la distanciation sociale. En conséquence, un travailleur sur deux s'est dit ne pas être en mesure de maintenir la distance sociale recommandée pendant son travail et lors de ses déplacements domicile-travail (Better Factories Cambodia, 2020).

Près de la moitié des travailleurs interrogés par le BRAC au Bangladesh ont signalé que leurs employeurs ne leur avaient pas fourni d'équipement de protection individuelle. En outre, environ un travailleur interrogé sur quatre a rapporté ne pas être informé de l'existence de congés de maladie rémunérés ou de toute autre disposition spéciale en matière de congés au cas où il présenterait des symptômes du COVID-19 (BIT BRAC, 2020).

Au Bangladesh, il semblerait que certaines usines soient restées ouvertes pendant le confinement sans qu'il soit possible d'appliquer dûment les mesures de distanciation sociale (Islam, 2020). En Inde, certains rapports indiquent que les travailleurs qui ne sont pas retournés dans leur ville natale « sont maintenus, presque confinés, dans des dortoirs gérés par l'entreprise et [...] exposés aux infections. Les exportateurs redoutent le départ de ces travailleurs, car cela les exposerait à une pénurie aiguë de main-d'œuvre lorsque le travail reviendra à la normale » (SLD, 2020). Au Cambodge, les travailleurs et les défenseurs des droits des travailleurs ont exprimé leurs inquiétudes quant au risque d'exposition au COVID-19 dans les camions bondés qui transportent régulièrement les travailleurs vers et depuis les usines (Moniroth, 2020).

La liberté syndicale, un droit fondamental des travailleurs

Dans l'ensemble, et selon les dernières données disponibles, le taux d'affiliation syndicale tend à être relativement faible dans la région (notamment en raison de l'étendue de l'emploi informel dans de nombreux pays), à savoir 1 pour cent au Myanmar, 7 pour cent en Indonésie, 10 pour cent au Cambodge et 15 pour cent au Sri Lanka¹⁶. Le secteur de l'habillement en Asie est également marqué par un faible niveau de négociation collective, tant à l'échelle des usines que du secteur.

La liberté syndicale était déjà limitée avant la pandémie dans la plupart des pays étudiés dans le présent rapport. Ces restrictions sont pointées dans les rapports de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR) de l'OIT - mécanisme de contrôle impartial instauré pour évaluer l'application des normes internationales du travail par les États membres de l'OIT¹⁷. En 2020, par exemple, la Commission a demandé aux gouvernements du Bangladesh, du Cambodge, de la Chine, des Philippines et du Sri Lanka de commenter les

¹⁶ Données disponibles sur ILOSTAT.

¹⁷ Le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, la Chine et le Viet Nam ont tous été classés dans la catégorie 5 de l'Indice CSI des droits dans le monde en 2019, c'est-à-dire que le droit à la liberté syndicale n'est pas garanti. Trois pays - le Sri Lanka, le Pakistan et le Myanmar - ont été classés par la CSI dans la catégorie 4, avec la violation systématique des droits (CSI, 2020).

observations et/ou allégations faites par la CSI concernant la liberté syndicale, la négociation collective et les relations professionnelles (OIT, 2020g).

Un rapport du Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme a recensé neuf cas de licenciement de membres ou de dirigeants syndicaux au Myanmar, au Cambodge, en Inde et au Bangladesh (Khambay & Narayanasamy, 2020). D'après un rapport d'Oxfam de septembre 2020, 1 200 travailleurs ont été licenciés en Inde par un important fournisseur et des actes d'intimidations de travailleurs et antisindicalistes auraient été commis (Oxfam, 2020). Bien que les accords-cadres mondiaux¹⁸ aient été utiles pour régler les conflits en facilitant le dialogue entre les syndicats, les fabricants et les marques, une résolution réelle peut être longue à obtenir. En effet, il est pour cela nécessaire d'entrer en communication avec des fournisseurs dont le siège social se trouve en dehors du pays producteur et les moyens de pression des marques sur les usines sont variables (représentant d'IndustriALL, interview, 14 août 2020).

Au Myanmar, alors que les médias soulignent que les licenciements syndicaux pendant la pandémie ont entraîné l'intervention de certaines marques et la réintégration de travailleurs (Paton, 2020), les militants syndicaux ont fait valoir que cette stratégie serait probablement moins efficace dans le cas des sous-traitants et des marques moins connues (Maung, 2020).

La succession de restrictions imposées aux activités syndicales et de graves violations des droits de l'homme perpétrées au Cambodge depuis 2016 a conduit l'UE à décider de retirer une partie de l'accès en franchise de droits au marché de l'UE à ce pays (Commission européenne, 2020). L'Alliance cambodgienne des syndicats (CATU) a rapporté que quatre de ses membres ont été licenciés pour avoir prétendument "incité les travailleurs à commettre des crimes" (Sovuthy, 2020). Une loi sur l'état d'urgence promulguée le 29 avril 2020 "permet au gouvernement de déclarer l'état d'urgence dès lors que le Cambodge est confronté à un "danger" et à un "risque majeur" » (Peytermann & Hughes, 2020).

Au Bangladesh, les médias nationaux ont révélé en mai 2020 que le gouvernement avait appelé à une surveillance accrue des ONG et des syndicats (Hasnayeem, 2020), et accusé plusieurs organisations internationales de fomenter des troubles dans le secteur.

Les mesures de confinement ont également limité l'activité et l'organisation des syndicats. Au Bangladesh, le droit du travail exige la tenue de deux assemblées des membres avant qu'un syndicat puisse être enregistré.

Avec le confinement, ces réunions prévues par la loi n'ont pas pu être organisées, ce qui a entraîné un ralentissement des enregistrements de syndicats (représentant d'IndustriALL, interview du 14 août 2020).

► Partie IV: Réponses des pouvoirs publics en Asie et dans le Pacifique

Les gouvernements de la région ont réagi sans tarder à la crise

Les interventions des pouvoirs publics pour faire face à la crise du COVID-19 suivent un schéma général¹⁹. Le tableau A1 de l'Annexe 1 résume les principales politiques budgétaires et applicables au lieu de travail employées au cours du premier semestre 2020, classées dans cinq grandes catégories: fermeture des entreprises, complément de revenu versé aux travailleurs, protection de l'emploi, congés des travailleurs et subventions du secteur. La plupart des politiques indiquées dans le tableau ont été conçues pour s'appliquer à tous les secteurs manufacturiers, sauf au

Bangladesh, au Cambodge, au Myanmar et au Sri Lanka, où les politiques visaient particulièrement les secteurs de l'habillement et de la chaussure (en raison de leur importance dans l'économie nationale).

Le tableau A1 de l'Annexe 1 n'est pas exhaustif et se concentre sur les mesures prises pour contribuer à atténuer les crises. Il n'énumère pas en détail les lois du travail et pratiques en vigueur, à l'exception des politiques en matière de congé maladie qui n'ont pratiquement pas changé et restent toutefois très pertinentes. Le tableau montre que la plupart des gouvernements ont déployé des efforts pour soutenir les travailleurs et les fournisseurs du secteur de l'habillement. Toutefois, au vu de l'ampleur sans précédent

18 Les accords-cadres mondiaux sont des accords internationaux négociés entre les syndicats et une entreprise multinationale. Ils définissent les normes de travail, de santé ou environnementales à appliquer tout au long de la chaîne d'approvisionnement mondiale d'une entreprise. Pour en savoir plus, veuillez consulter la page suivante: <http://www.industrialunion.org/what-is-a-globalframework-agreement>

19 L'expérience du secteur lors de la crise financière de 2008 et le marasme du commerce mondial dans le secteur de l'habillement qui s'en est suivi sont riches d'enseignements pour les gouvernements, les partenaires sociaux et les chercheurs qui s'efforcent de trouver des solutions aux crises liées au COVID-19. Deux grandes directions se dégagent. D'une part, les mesures élaborées en 2008 et 2009 pour limiter les dommages au niveau sectoriel et macroéconomique - qui avaient elles-mêmes été conçues dans le cadre de politiques visant à l'origine à contrer les effets négatifs du démantèlement de l'Accord multifibres en 2005 - ont été réutilisées et étendues à la période du COVID-19. D'autre part, le manque de données et de rapports fiables sur les interventions politiques récentes a rendu difficile l'évaluation de leur incidence à court terme; problème auquel les acteurs et les observateurs du secteur participant à l'élaboration des réponses à la crise financière de 2008-09 ont déjà été confrontés (Forstater, 2010).

de la crise, il est trop tôt pour déterminer si les mesures prises ont été suffisantes pour préserver les entreprises et les moyens de subsistance, y compris ceux des nombreuses femmes travaillant dans ce secteur.

La solidarité et le soutien au niveau international seront essentiels pour les pays de la région Asie-Pacifique, en particulier ceux dont la marge de manœuvre budgétaire est limitée. Les plans de relance des économies avancées ont été plus conséquents que ceux des économies en développement et, en juin 2020, ils représentaient 88 pour cent de l'ensemble des mesures de relance budgétaire (BIT, 2020h). Toutefois, il conviendrait également d'accorder un rang de priorité élevé au soutien des travailleurs et des usines des pays en développement, notamment ceux dont l'économie repose sur la fabrication de vêtements.

En ce qui concerne les aides, plusieurs industries et gouvernements ont reçu des prêts et des subventions provenant essentiellement de l'UE et d'institutions multilatérales, telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque asiatique de développement. En avril 2020, une aide d'environ 9 milliards d'euros (soit environ 10,6 milliards de dollars US) a été accordée pour soutenir les systèmes de santé et les mesures de protection sociale, y compris les subventions salariales octroyées par les gouvernements des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure mentionnées ci-dessus (Borrell, 2020). Elle comprend notamment 263 millions d'euros destinés au Bangladesh (soit 308 millions de dollars US), en particulier pour l'assistance en espèces et la protection sociale dans les secteurs tournés vers l'exportation, et 487 millions d'euros destinés au Cambodge (soit 571 millions de dollars US) - deux des principaux pays fabricants de vêtements pour les marques basées dans l'UE (SEAE, 2020b ; Xinhua, 2020). Le Ministère du développement international du Royaume-Uni (DfID) a également annoncé en août 2020 un programme d'aide de 6,85 millions de livres sterling, dont une partie indéterminée servira à "améliorer les services de santé pour 80 000 ouvriers d'usine au Bangladesh" (Beaumont, 2020).

Au Myanmar, où 70 pour cent des vêtements produits sont exportés vers les États membres de l'UE, le projet SMART Textile & Garments financé par l'UE verse des montants allant de 35 000 à 125 000 MMK par mois (soit 26 à 92 dollars US) directement aux travailleurs du secteur de l'habillement mis en congé sans solde ou licenciés entre avril et décembre 2020. Lors de la création de ce fonds de 5 millions d'euros en mars 2020, l'UE a calculé ses estimations en supposant que "sur les 700 000 travailleurs du secteur de l'habillement, environ 350 000 risqueraient d'être placés en congé sans solde ou de perdre leur emploi définitivement". Le fonds vise à accorder des "versements en espèces rapides et

simples à obtenir" pendant un à trois mois à un maximum de 80 000 travailleurs. Du 1er mai au 3 août 2020, le fonds a effectué des paiements équivalents à une valeur de 2,5 millions d'euros à 45 061 travailleurs (Fibre2Fashion News Desk, 2020b)²⁰. Les syndicats, en particulier, ont contesté la portée et la mise en œuvre de ces politiques (Salaverria & Gascon, 2020). Comme indiqué dans la section précédente, les versements en retard ou insuffisants aux travailleurs du secteur de l'habillement - qu'ils soient salariés, mis en congé sans solde ou sans emploi - ont entraîné des manifestations au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie et aux Philippines, entre autres. Ces tensions pourraient être aggravées par les décisions consistant à reporter les procédures de fixation des salaires minima prévus pour 2020 au Myanmar et au Cambodge (*Khmer Times*, 2020 ; Wathan, 2020).

Les syndicats ont également mis l'accent sur le fait qu'il est nécessaire d'établir des obligations plus claires visant à protéger les travailleurs de la production contre la propagation des maladies liées au COVID-19. Au Sri Lanka, par exemple, en avril 2020, la Fédération du travail de Ceylan a exhorté "les autorités à s'opposer à toute mesure qui permettrait de reprendre la production sans d'abord assurer la sûreté et la sécurité des travailleurs sur leur lieu de travail, lorsqu'ils sont à leur poste et pendant leurs déplacements entre leur domicile et leur lieu de travail" (Times Online, 2020). À l'image des lignes directrices publiées dans la plupart des pays cités dans ce rapport, la portée de l'appel à la protection des travailleurs est vaste. L'éventail de mesures obligatoires et d'orientations non contraignantes concernant les mesures de confinement et de santé propres à chaque usine va du lavage de mains à l'amélioration de la purification de l'air, en passant par la modification de la durée et de l'organisation des équipes de travail (Fakhri, 2020; DFDL, 2020b). Ces lignes directrices se distinguent des mesures obligatoires de fermeture énoncées pour d'autres activités dans des espaces clos, comme les cinémas ou les universités (EconomyNext, 2020).

Les politiques et leur mise en œuvre en ce qui concerne ces deux aspects, à savoir des mesures efficaces en matière de santé et le soutien à la durabilité des entreprises et aux revenus des travailleurs, sont essentielles pour les travailleurs, les employeurs et les gouvernements qui espèrent retrouver la santé macroéconomique à court terme. Elles constituent également des mesures essentielles pour la prospérité à long terme du secteur et de ses travailleurs (BIT, 2020i).

20 Les partenaires du projet comprennent notamment Amfori, le Centre pour le développement économique et social (CESD) et la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM), H&M, C&A et Bestseller. Wave et Wing, des systèmes bancaires relativement efficaces et peu coûteux utilisant la téléphonie mobile, ont été utilisés respectivement au Myanmar et au Cambodge pour verser des aides d'urgence aux travailleurs du secteur de l'habillement.

Le dialogue social: un élément clé pour trouver des solutions

Le dialogue social a été utile pour contribuer à élaborer des mesures de réponse aux crises dans les pays où des structures ou instances de dialogue étaient déjà en place. Au Sri Lanka, le gouvernement a constitué un groupe de travail tripartite, qui est convenu de rémunérer les travailleurs de mars à juin, à 50 pour cent du salaire de base (IndustriALL, 2020a). Au Myanmar, un protocole sur la liberté syndicale signé en novembre 2019 et négocié entre les marques membres d'ACT et la Fédération des travailleurs industriels du Myanmar (IWFM) affiliée à IndustriALL, s'est révélé être un outil utile pour la réintégration effective des membres de l'IWFM licenciés dans deux usines²¹. Le dialogue existant entre les syndicats et les marques mondiales de vêtements a probablement contribué à la conclusion relativement rapide d'un accord entre les affiliés d'IndustriALL et les employeurs (IndustriALL, 2020b).

Au Bangladesh, également à partir d'une structure ACT existante, l'organisation BGMEA et le Conseil IndustriALL du Bangladesh ont conclu en mai 2020 un protocole d'accord visant à éviter les licenciements et à payer les salaires des travailleurs du secteur de l'habillement en avril 2020. Il est intéressant de relever que les représentants d'IndustriALL et de BGMEA ont tous deux noté la convergence des intérêts des fabricants et des syndicats, motivée en partie par des objections communes face à l'annulation de commandes achevées et en cours de traitement par les marques (Fair Fashion Think Tank, 2020; interview d'un représentant d'IndustriALL, 14 août 2020).

Dans d'autres pays, le dialogue social mené au niveau national sur les mesures prises pour faire face au COVID-19 est plus justement décrit comme une consultation que comme une négociation, et a conduit à de grandes déclarations de coopération. Le programme Better Work Indonésie de l'OIT a récemment facilité le dialogue entre les syndicats des secteurs de l'habillement et de la chaussure (APINDO, API et APRISINDO), ce qui a permis de dégager un engagement commun en faveur de la reprise de ces secteurs en Indonésie (OIT, 2020j). Ce dernier encourage le respect des lignes directrices en matière de sécurité et de santé au travail ainsi que le recours au dialogue social dans le règlement des différends (BIT, 2020k). Au Pakistan, la Fédération des travailleurs du Pakistan (PWF) et la Fédération des employeurs du Pakistan (EFP) ont publié une déclaration commune énonçant leur intention de travailler de concert (BIT, 2020l). Au Cambodge, au Myanmar et au Viet Nam, la procédure de fixation du salaire minimum dans le secteur a été différée ou a débouché sur une division au sein des parties

prenantes. Au Myanmar, les discussions relatives au salaire minimum ont été reportées au moins jusqu'à septembre 2020 (Wathan, 2020). Au Cambodge, malgré les objections formulées par les syndicats, le GMAC a demandé au Ministère du travail et de la formation professionnelle (MOLVT) de différer la procédure prévue de fixation du salaire minimum jusqu'en 2021 (Reaksmey, 2020). Le MOLVT a l'intention de mener une étude concernant les effets du COVID-19 sur les travailleurs du secteur de l'habillement avant d'ouvrir la discussion annuelle sur les salaires (Chheng, 2020). En parallèle, au Viet Nam, le Conseil national des salaires a voté en août 2020 contre l'augmentation des salaires minima régionaux en 2021 et pour le maintien des salaires minima régionaux à leur niveau de 2020. La Confédération générale du travail du Viet Nam (VGCL) a refusé de participer au vote au motif que trop peu de discussions avaient eu lieu. Le syndicat a proposé de différer les négociations jusqu'à ce que davantage d'informations soient disponibles au sujet de la pandémie, mais cette proposition a été rejetée (Nguoi Lao Dong, 2020).

Réponses collectives du secteur face au COVID-19

Au cours des premiers mois de la crise du COVID-19, les syndicats et les défenseurs des droits des travailleurs en Asie et dans le monde entier ont réagi à l'annulation unilatérale des contrats de confection de vêtements par les marques en exigeant que les acheteurs de vêtements honorent les contrats existants, paient les commandes en cours et soutiennent la trésorerie des fournisseurs ainsi que les revenus des travailleurs (IndustriALL, 2020c). Comme indiqué plus haut, les campagnes publiques #PayUp ont incité des dizaines de grandes marques à honorer leurs contrats et à ouvrir un nouveau dialogue sur les demandes en matière de durabilité et de travail décent, ainsi que sur les normes commerciales fondamentales, au sein du commerce mondial de vêtements²².

L'OIT a contribué à l'élaboration de la déclaration intitulée COVID-19: Action dans le secteur mondial de l'habillement pour aider à renforcer la volonté et les ressources collectives internationales dans le but d'apporter un soutien sur le plan sanitaire et économique aux pays exportateurs de vêtements dans le monde entier. L'Appel à l'action a été négocié en avril 2020 par l'Organisation internationale des employeurs (OIE), la Confédération syndicale internationale (CSI) et IndustriALL Global Union.

Les plus de 125 signataires de l'Appel à l'action et le Groupe de travail tripartite élargi chargé de son élaboration, établi par l'OIT et coordonné par l'OIE et la CSI, ont pour objectif

21 ACT (Action, Collaboration, Transformation) est un accord mondial entre les marques de prêt-à-porter, les détaillants et les syndicats visant à améliorer le salaire vital des travailleurs moyennant la négociation collective au niveau du secteur et la modification des pratiques d'achat.

22 Worker Rights Consortium (Consortium des droits des travailleurs): <https://www.workersrights.org/issues/covid-19/tracker/> Coalition multi-parties prenantes: <https://www.fairwear.org/covid-19-dossier/responsible-purchasing-practices/garment-industry-coalition-statement/>.

de "faire converger l'action de l'ensemble du secteur mondial de l'habillement pour aider les fabricants à survivre à la perturbation économique causée par la pandémie de COVID-19 et à protéger les revenus, la santé et l'emploi des travailleurs du secteur »²³. L'objectif à plus long terme est d'encourager "le travail sur des systèmes durables de protection sociale pour que le secteur de l'habillement soit plus juste et plus résilient".

Plus précisément, les signataires de l'Appel à l'action se sont engagés à "dialoguer avec les institutions financières, les gouvernements et les donateurs, pour favoriser la mobilisation de fonds de manière rapide et innovante moyennant un fonds d'aide d'urgence, des crédits et des prêts à court terme, afin d'apporter un soutien rapide aux travailleurs et aux personnes sur le plan des revenus" (BIT, 2020m). Le groupe a défini un premier ensemble de huit pays prioritaires (Bangladesh, Cambodge, Éthiopie, Haïti, Inde, Indonésie, Myanmar et Pakistan) pour bénéficier des fonds de relance (BIT, 2020n). Des groupes chargés de mettre en œuvre l'Appel à l'action ont été formés au

niveau national et les actions qu'ils devraient mener en priorité comprennent la définition des besoins du secteur en matière de soutien des revenus et de la continuité des activités, ainsi que le dialogue avec les gouvernements et les institutions financières internationales pour accélérer l'accès au financement.

En mai 2020, la Fédération des travailleurs de l'industrie du Myanmar et IndustriALL ont conclu un accord avec plusieurs marques européennes de vêtements visant à "compenser les pertes de salaire" des travailleurs du secteur de l'habillement entre les mois d'avril et de juillet. L'accord exige également des signataires qu'ils soutiennent l'amélioration de la protection sociale dans ce secteur et qu'ils encouragent le respect des réglementations en matière de santé et de sécurité (IndustriALL, 2020d). Enfin, les marques et les fournisseurs participant au processus ACT mené par IndustriALL se sont engagés à promouvoir les lignes directrices d'ACT sur la liberté syndicale (IndustriALL, 2019).

► Conclusion: Quelles perspectives pour le secteur de l'habillement?

Pour faire face à la crise provoquée par le COVID-19, le BIT a proposé un cadre politique fondé sur les normes internationales du travail et structuré autour des quatre axes suivants: i) stimuler l'économie et l'emploi; ii) soutenir les entreprises, les emplois et les revenus; iii) protéger les travailleurs sur leur lieu de travail; iv) s'appuyer sur le dialogue social pour trouver des solutions (voir BIT, 2020h). Alors que la pandémie continue de faire sentir ses effets sur la santé et le bien-être économique et social de la population mondiale, la mobilisation continue de ressources et l'adoption de mesures autour de ces quatre axes restent essentielles pour préserver les emplois et les moyens de subsistance, y compris dans le secteur de l'habillement. Il est essentiel d'apporter un soutien continu aux entreprises, ainsi que d'étendre la protection sociale à tous, pour atténuer les effets négatifs de la crise tout au long de la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'habillement. Il convient de trouver des solutions pour répondre aux besoins de tous les travailleurs du secteur, y compris les femmes, qui représentent la majorité des emplois du secteur.

Le BIT a également fourni divers outils de soutien à ses mandants (voir BIT, 2020o pour plus de détails). Le programme Better Work de l'OIT et de la Société financière internationale suit la situation dans les pays participants et apporte une aide aux travailleurs, aux usines et aux marques pour faire face à la crise et protéger les travailleurs. Le BIT a

également organisé des forums de dialogue, de discussion et d'échange avec les entreprises, et publié une série de guides pratiques à l'intention des usines pour favoriser la résilience des entreprises moyennant une meilleure gestion des flux de trésorerie, la diversification des revenus et des marchés, la communication sur le lieu de travail, ainsi que la sécurité et l'efficacité de la production (BIT, 2020p).

Le BIT a contribué à l'élaboration de l'Appel à l'action et soutient cette initiative internationale multi-parties prenantes qui vise, d'une part, à encourager la prise d'initiatives par l'ensemble du secteur en vue de protéger les revenus, la santé et les emplois des travailleurs et d'aider les employeurs à survivre pendant la crise liée au COVID-19, et d'autre part, à favoriser la collaboration pour établir des systèmes durables de protection sociale afin que le secteur de l'habillement soit plus juste et plus résilient. L'Appel à l'action est un exemple constructif de collaboration mondiale au niveau sectoriel, mais il repose sur l'action coordonnée des parties prenantes et sur leur engagement sans relâche pour contribuer à la réalisation des objectifs visés.

La baisse de la demande des consommateurs en vêtements ainsi que l'obligation de fermer les lieux de travail pour freiner la propagation du virus, qui a entraîné une forte diminution de la confection de vêtements et de l'emploi, ont suivi une courbe descendante plus abrupte que celle observée lors de la crise financière de 2008-2009. L'ampleur de ces

23 Cela inclut l'obligation pour les marques de payer les fabricants pour les "produits finis et les produits en cours de production".

tendances à la baisse ainsi que la vitesse et la forme d'une reprise éventuelle du secteur ne seront probablement pas (entièrement) visibles avant 2021 ou 2022. Les chercheurs auront également besoin de plus de temps et de données pour évaluer la mesure dans laquelle les interventions des gouvernements et des entreprises ont été efficaces et suffisantes pour atténuer les effets de la crise.

Compte tenu de l'ampleur de la pandémie et de ses conséquences à ce jour, le secteur de l'habillement au niveau mondial pourrait se confronter, dans les années à venir, à une réorientation structurelle façonnée en partie par les tendances qui perturbaient déjà le secteur avant 2020. Les demandes du public visant à revoir la structure des chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement pour parvenir à davantage d'égalité, d'inclusion et de durabilité, se font de plus en plus entendre, tandis que l'innovation technologique permet d'envisager de nouvelles possibilités concernant les modes et les lieux de production, ainsi que le rôle de la main-d'œuvre des usines dans ce processus. Cette restructuration du secteur devrait également tenir compte des défis de longue date et répondre aux besoins d'investissements dans les infrastructures de transport et de communication, la production d'énergie fiable, ainsi que dans la formation et le perfectionnement des compétences

- autant de facteurs qui empêchent le secteur d'évoluer vers la production de produits et de services à plus forte valeur ajoutée. Des recherches supplémentaires devront être menées pour comprendre pleinement les scénarios qui pourraient découler des nombreux bouleversements provoqués par la pandémie.

Reste à voir si le secteur mondial de l'habillement traversera après la pandémie une restructuration fondamentale pour emprunter une nouvelle voie - potentiellement vers davantage de durabilité et de résilience - ou si elle reviendra à la plupart de ses pratiques habituelles. Quelle que soit la direction vers laquelle s'oriente le secteur aujourd'hui, les travailleurs et les entreprises seront les premiers à en subir les conséquences.

Il appartient, en fin de compte, aux gouvernements nationaux, aux travailleurs et aux employeurs, de collaborer avec les autres grands acteurs du secteur pour trouver des solutions collectives favorables à l'édification future d'un secteur axé sur l'être humain qui puisse mettre son potentiel de transformation au service du bien social et économique dans toute l'Asie et le Pacifique.

► **References**

- AFP. 2020. "Coronavirus" : Sri Lanka Extends Lockdown through May 11." *Khaleej Times*, 1er mai.
- Amed, Imran, Achim Berg, Anita Balchandani, Saskia Hedrich, Felix Rölkens, Robb Young et Jakob E. Jensen. 2020. *The State of Fashion 2020 Coronavirus Update*, 47.
- Anner, Mark. 2020. Abandoned? The Impact of COVID-19 on Workers and Businesses at the Bottom of Global Garment Supply Chains. PennState Center for Global Workers' Rights CGWR, 27 mars.
- Apparel Resources News-Desk. 2020. "Government Proposal on Workers' Wage For April." *Apparel Resources* (Bangladesh), 30 avril.
- Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA). 2020. "BGMEA Refutes Accusations." *The Guardian*, 11 juillet.
- Beaumont, Peter. 2020. "Dfid Scheme Accused of Putting UK Aid In Pockets Of Wealthy Companies." *The Guardian*, 14 août.
- Better Buying Institute. 2020a. *Special Report, Payment and Terms and the Need for New Practices*.
- . 2020b. Cost and Cost Negotiation and the Need for New Practices.
- Better Factories Cambodia. 2020. A paraître: COVID-19 and the *Garment Sector in Cambodia: Workers' Perspectives*.
- Représentants de la BGMEA. 2020. Entretien avec un représentant du Cornell New Conservations Project. 22 juillet.
- Bhattacharjee, Partha Pratim et Tuhin Shubhra Adhikary. 2020. "Shutdown Likely to Stay till May 30." *The Daily Star*, 13 mai.
- Borrell, Josep. 2020. « 'Team Europe' - Réaction de l'UE au niveau mondial face à la Covid-19: soutien aux pays partenaires et aux populations fragiles » SEAE - Service européen pour l'action extérieure - Commission européenne, 11 avril.
- Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (BHRRC). 2020. «COVID-19 Tracker», disponible à l'adresse suivante: <https://covid19.businesshumanrights.org>.
- BR Web Desk. 2020. "SBP Introduces New Refinance Scheme to Avoid Layoff of Workers." *Brecorder*, 10 avril.
- CARE. 2020. *Garment Worker Needs Assessment During COVID-19*. CARE International au Cambodge.
- Cepeda, Mara. 2020. "House Approves P1.3-Trillion Economic Stimulus Package vs Pandemic." *Rappler*, 4 juin.
- Chew, Amy. 2020. «Coronavirus» : Indonesian migrant workers urged not to return home." *South China Morning Post*, 31 mars.
- Chheng, Niem. 2020. "Ministry to Study COVID-19 Effects Before Wage Talks." *Phnom Penh Post*, 20 juillet.
- Clean Clothes Campaign. 2020. *Underpaid in The Pandemic: An Estimate of What the Garment Industry Owes its Workers*.
- David, Sen. 2020. "90 Percent of Garment Workers Turn Up for Duty on New Year's Day." *Khmer Times*, 13 avril.
- DFDL. 2020a. "DFDL Cambodia: New Instruction on Suspension of Employment Contracts and NSSF Contribution Payments for Certain Enterprises Seriously Impacted by COVID-19." 22 avril.
- . 2020b. "Myanmar Legal Update: COVID-19 - Important Employee-related Myanmar Laws & Compliance - 10 Key Questions." 1^{er} avril.
- EconomyNext. 2020. "Sri Lanka Coronavirus Health Rules for Factory, Manufacturing Businesses." *EconomyNext*, 2 mai.
- Commission européenne 2020. "Communiqué de presse: le Cambodge perd son accès en franchise de droits au marché de l'Union européenne". 12 août.
- Fair Fashion Think Tank. 2020. Fair Fashion Think Tank COVID-19 Podcast, juin.
- Fair Labor Association (FLA). 2020. "Country-Specific Updates on Provisions for Workers in Response to the COVID-19 Pandemic", disponible à l'adresse suivante: <https://www.fairlabor.org/blog/entry/country-specific-updates-provisions-workers-response-covid-19-pandemic>.
- Fair Wear Foundation. 2020. "How Does Covid-19 Affect Women Garment Workers?", disponible à l'adresse suivante: <https://www.fairwear.org/covid-19-dossier/worker-engagement-and-monitoring/gender-analysis/>
- Fakhri, Syarifah R. 2020. "The New Normal: Indonesian Health Minister Issues COVID-19 Workplace Guidelines." *SSEK*, 27 mai.
- Fibre2Fashion News Desk. 2020a. "Falling Textile-Garment Exports in Viet Nam Threaten Jobs." *Fibre2Fashion*, 14 juillet.

- . 2020b. "EU Myan Ku Fund Pays Over 45,000 Myanmar Workers." *Fibre2fashion*, 13 juillet.
- Forstater, Maya. 2010. «Implications of the global financial and economic crisis on the textile and clothing sector», Sectoral Coverage of the Global Economic Crisis, Bureau international du travail.
- Représentant de l'Association des fabricants de vêtements au Cambodge (GMAC). 2020. Entretien avec un représentant du Cornell New Conservations Project (CNP). 23 juillet.
- Garment Worker Diaries. 2020. "Two Months On: The Impact of COVID-19 on Workers: Garment Worker Diaries." <https://workerdiaries.org>.
- Haider, Mehtab. 2020. "PM Imran Khan unveils Rs1.2tr relief package Fuels fall by Rs15 a litre." *The News*, 25 mars. Hasnayeen, Nehal. 2020. "Fear of Disruption of Law and Order." *Bonik Barta*, 20 mai.
- Hesan, Mehedi. 2020. "BB Creates Tk3,000cr Loan Fund for Workers' July Wages." *Dhaka Tribune*, 24 juillet.
- Illanperuma, Shiran. 2020. «Interview : Sri Lankan Exports Rebound Due to Gov't Policies: Official." *Xinhua Net*, 26 juillet.
- BIT. 2020a. *Le COVID-19 et les chaînes d'approvisionnement mondiales: comment la crise de l'emploi se propage au-delà des frontières*.
- . 2020b. *Les répercussions du COVID-19 sur le commerce et les chaînes d'approvisionnement mondiales*.
- . 2020c. *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2020*
- . 2020d. *A Gender-Responsive Employment Recovery: Building Back Fairer*.
- . 2020e. *ILO Violence and Harassment Convention, 2019 No. 190: 12 ways It Can Support the COVID-19 Response and Recovery*.
- . 2020f. *Des milieux de travail sûrs et sains exempts de violence et de harcèlement*
- . 2020g. *Application des normes internationales du travail: Rapport 2020 de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, ILC109/III/B*.
- . 2020h. *Observatoire de l'OIT: Le COVID-19 et le monde du travail*. Cinquième édition.
- . 2020i. Communiqué de presse: « Selon l'OIT, il faut combler les lacunes de la protection sociale pour prévenir de futures crises ». 14 mai.
- . 2020j. Cérémonie de signature de l'engagement conjoint des syndicats et des associations d'employeurs et discussion tripartite sur les efforts communs visant à soutenir le redressement du secteur indonésien de l'habillement et de la chaussure orientés vers l'exportation dans le contexte de la pandémie du COVID-19. Séminaire, 6 août.
- . 2020k. Communiqué de presse: « Employers and workers join forces to reinstate the past glory of Indonesian garment and footwear industries ». 11 août.
- . 2020l. «Réponses politiques nationales: COVID-19 et le monde du travail », disponible à l'adresse suivante: https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/country_responses/lang--fr/index.htm#ID
- . 2020m. "COVID-19: Action in the Global Garment Industry ; Call to Action», disponible à l'adresse suivante: https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/sectoriel/WCMS_742343/lang--fr/index.htm.
- . 2020n. Communiqué de presse: « Garment Industry Call to Action Identifies Priority Countries ». 14 mai.
- . 2020o. *Impact du COVID-19 sur l'industrie textile et les secteurs de l'habillement, du cuir et de la chaussure*.
- . 2020p. *Guides for Garment Factories to Build Resilience During and After COVID-19*.
- . 2018. 2018. «Gender Pay Gaps in the Garment, Textile and Footwear Sector», Note de recherche du BIT sur le secteur de l'habillement et de la chaussure en Asie-Pacifique, numéro 9.
- . 2017. *From Obligation to Opportunity: A Market Systems Analysis of Working Conditions in Asia's Garment Export Industry*.
- . 2016. *Wages and Productivity in The Garment Sector in Asia and the Pacific and the Arab States*.
- BIT et BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee). 2020. *A Rapid Assessment in Times of COVID-19 of Workers and Workplaces in the RMG Sector*. Bureau international du travail; BRAC.
- IndustriALL. 2019. « Confection : travailleurs, fournisseurs et enseignes partenaires d'ACT adoptent des Principes directeurs sur la Liberté syndicale » 15 novembre.
- IndustriALL. 2020a. « Un accord tripartite pour protéger les travailleurs sri-lankais » IndustriALL. 25 mai.
- . 2020b. « Le syndicat combat avec succès les licenciements massifs au Myanmar » IndustriALL. 11 août.

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

- . 2020c. « COVID-19 : une crise existentielle pour l'industrie de la confection » *IndustriALL*, 23 mars.
- . 2020d. « Protéger les travailleurs au Myanmar » *IndustriALL*. 14 mai.
- Représentant d'IndustriALL. 2020. Entretien avec un représentant du Cornell New Conservations Project (CNP). 14 août.
- Islam, Muhammad A. 2020. "Coronavirus Measures Give Bangladeshi Workers for Global Clothing Chains a Stark Choice: Disease or Starvation." *The Conversation*, 30 juin.
- CSI. 2020. Indice CSI des droits dans le monde 2019. Confédération syndicale internationale.
- Représentant du Joint Apparel Association Forum (JAAF). 2020. Entretien avec un représentant du Cornell New Conservations Project (CNP). 4 août.
- Kementrian Perindustrian. 2020. *Permasalahan, Peluang, Tantangan & Strategi Peningkatan Ekspor TPT di Tengah Pandemi COVID-19*. Ministère de l'Industrie de l'Indonésie.
- Khambay, Alysha et Narayanasamy, Thulsi. 2020. *Union Busting & Unfair Dismissals: Garment Workers during COVID-19*. Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme.
- Khmer Times. 2020. "Savagely Battered Cambodia's Garment Industry Seeks Urgent Help to Stay Alive." *Khmer Times*, 15 juillet.
- Lu, Sheng. 2019. "WTO Reports World Textile and Apparel Trade in 2018." *FASH455 Global Apparel & Textile Trade and Sourcing*, 16 août.
- . 2020. "COVID-19 and U.S. Apparel Imports Updated: May 2020." *FASH455 Global Apparel & Textile Trade and Sourcing*, 6 mai.
- Mau, Dhani. 2020. "All the Fashion and Beauty Brand Closures and Bankruptcies Caused by the Pandemic." *Fibre2fashion*, 17 août.
- Maung, Ye Yint K. 2020. "COVID-19 Weaponized Against Unionists in Myanmar." *Tea Circle Oxford*, 9 juillet 2020.
- Medina, Ayman F. 2020a. "Cambodia Issues Regulations for Businesses Impacted by COVID-19 and EBA." *ASEAN Business News*, 11 mars.
- . 2020b. "Indonesia Issues Second Stimulus Package to Dampen COVID-19 Impact." *ASEAN Business News*, 18 mars.
- . 2020c. "ASEAN Incentives to Counter COVID-19 Impact." *ASEAN Business News*, 20 mars.
- Mirdha, Refayet U. 2020a. "Orders are Finally Trickling in, But Garment Factories are Still Reaching Out for The Axe." *The Daily Star*, 14 juillet.
- . 2020b. "Misleading, Exaggerated, Dated." *The Daily Star*, 30 août.
- Moniroth, Morm. 2020. "Close-Quarter Commutes, Covid-19 Risks Leave Garment Workers Worried." *VOD*, 8 mai.
- Nagaraj, Anuradha. 2020. "With Creches Shut, Mothers Forced Out of Garment Factory Jobs in India." *Rappler*, 30 juin.
- New Age. 2019. "Female RMG Workers in Bangladesh Deprived of Maternity Benefits: Study." *New Age*, 20 octobre.
- Nguoi Lao Dong. 2020. "Không tăng lương tối thiểu vùng năm 2021?" *Thu Vien Phap Luat*, 6 août.
- Nguyen, Huong. 2020. "Matsuoaka Corporation Highlights Viet Nam's Appeal to Japanese PPE Manufacturers." *Viet Nam Investment Review*, 3 août.
- Nguyen, Jason et Quan Le. 2020. "Viet Nam's Textile and Garment Industry Hit Hard By COVID-19." *East Asia Forum*, 19 mai.
- Nilsson, Patricia et Emiko Terazono. 2020. "Can Fast Fashion's \$2.5tn Supply Chain Be Stitched Back Together?" *Financial Times*, 17 mai.
- Nitta, Yuichi. 2020. "Suu Kyi Bets on Coronavirus Stimulus With Little Room For Error." *Nikkei Asian Review*. 13 avril.
- Ovi, Ibrahim H. 2020. "Home Minister: RMG Workers Cannot Leave Workplaces During Eid Holidays." *Dhaka Tribune*, 16 juillet.
- Oxfam. 2020. *Covid-19 : les profits de la crise: Comment passer d'une économie au service des 1% à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/research/power-profits-and-pandemic>
- Paton, Elizabeth. 2020. "Garment Workers in Unions Fear for Their Jobs." *The New York Times*, 8 mai.
- Peoples Dispatch. 2020. "Union Intervention Wins Back Garment Workers' Jobs in Myanmar." *Peoples Dispatch*, 12 août.
- Peytermann, Lucie et Hughes, Eléonore. 2020. "Cambodia Tightens Repression Under Virus Cover: Rights Groups." *Phnom Penh Post*, 10 juillet.

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

- Ministère des finances des Philippines. 2020. "Gov't Economic Team Rolls Out P27.1 B Package vs COVID-19 Pandemic." *News & Views*, 16 mars.
- Ministère du travail et de l'emploi des Philippines (DOLE). 2020. "Labor Advisory No. 12."
- Politzer, Malia. 2020. "We Are On Our Own: Bangladesh's Pregnant Garment Workers Face the Sack." *The Guardian*, 9 juillet.
- Reaksmey, Hul. 2020. "Garment Manufacturers Want to Delay 2021 Minimum Wage Negotiations Due to COVID-19." *VOA*, 25 juin.
- Rehman, Zia. U. 2020. "Sindh Govt Bars Employers from Laying Off Workers During Lockdown Period." *The News*, 24 mars.
- Remington, Chris. 2020. "Countries Urged to Back EU's Cambodia Action." *Ecotextile News*, 24 juillet.
- RMG Bangladesh. 2020a. "Lager Units Hope to Achieve 80% Of Annual Target Due to Less Work Orders." *RMG Bangladesh*, 14 juillet.
- . 2020b. "About 600 RMG Factories at Risk of Unrest Before Eid-UI-Adha." *RMG Bangladesh*, 23 juillet.
- Salaverria, Leila et Melvin Gascon. 2020. "Relief Funds ere Displaced Workers Sought." *The News*, 15 mars.
- Sedex. 2020. *Sedex Insights Report COVID-19 Impacts on Businesses*.
- SM Web Desk. 2020. "Details of Tripartite Agreement Reached To Pro-Rate Wages." *The Morning - Sri Lanka News*, 9 mai.
- Society for Labour and Development (SLD). 2020. *Garment Workers in India's Lockdown*.
- Sovuthy, Khy. 2020. "Garment Factories Accused of Union Busting Under Cover of COVID-19." *Camboja News*, 22 mai.
- Sutrisno, Budi. 2020. "Indonesia's Strategy to Combat COVID-19: What We Know So Far." *Phnom Penh Post*, 3 avril.
- The Economist. 2020. "The Philippines' Fierce Lockdown Drags On, Despite Uncertain Benefits." *The Guardian*, 11 juillet.
- The Fashion Law. 2020. "Retail Woes: A Running List of Fashion Bankruptcies." *The Fashion Law*, 23 juillet.
- Times Online. 2020. "COVID-Hit Sri Lanka Not Ready to be Open for Work." *Times Online*, 22 avril.
- Uddin, Akm Z. 2020. "Garment Workers' Salary Disbursement from Stimulus Package Starts from Today." *The Daily Star*, 3 mai.
- ONU Femmes. 2020. *COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls*. ONU Femmes.
- Représentant de l'Association Viet Nam Textile and Apparel (VITAS). 2020. Entretien avec un représentant du Cornell New Conservations Project (CNP). 10 août.
- WageIndicator*. 2020. "Corona Factory Survey Report." *DecentWorkCheck.Org*. <https://decentworkcheck.org/company-overviews/garment-factories-in-indonesia/garment-indonesia-data-visuals-covid-19-impact>
- Wathan, Min. 2020. "Myanmar Minimum Wage Decision Faces Three-Month Delay." *The Myanmar Times*, 20 mai.
- Xinhua. 2020. "Team Europe Mobilizing 443 Mln Euros to Support Cambodia in COVID-19 Crisis." *Rappler*, 11 juin.

► **Note de recherche**

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

► **Annexe 1: Réponses des gouvernements**

► **Tableau A1. Aperçu des réponses apportées par les gouvernements de certains pays d'Asie et du Pacifique**

Pays	Fermetures, exemptions	Paiements des revenus/ salaires, aides ²⁴	Protection de l'emploi	Congés de maladie des travailleurs liés au COVID-19	Liquidités de l'industrie, subventions
Bangladesh	Fermeture des usines jusqu'au 31 mai 2020, mais réouverture d'environ 2 000 usines à la fin avril 2020 (Adhikary & Bhattacharjee, 2020)	60 % du salaire dû aux travailleurs mis en congé sans solde en avril-juillet 2020 (Apparel Resources News-Desk, 2020), ce qui correspond à 57 dollars US, sur la base du salaire minimum actuel de 95 dollars US par mois pour le secteur du prêt-à-porter.	Les employeurs ne devaient licencier aucun travailleur avant les vacances de l'Aïd à la fin du mois de juillet 2020 (Apparel Resources News-Desk, 2020)	Obligation pour les travailleurs de rester sur le site des usines pendant la fête de l'Aïd (Ovi, 2020)	Prêts publics et privés destinés au paiement des salaires jusqu'en mars 2021, à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché, subventionnés et remboursables sur deux ans (Udin, 2020 ; Hesan, 2020)
Cambodge	Pas de fermeture officielle (David,	Le gouvernement doit verser 40 dollars US par mois et demande aux employeurs de verser 30 dollars US par mois jusqu'à fin septembre 2020 pour les travailleurs dont le contrat est suspendu, ce qui correspond à 37 % du salaire minimum dans le secteur de l'habillement (190 dollars US).	Assouplissement des conditions de suspension des contrats de travail (maintien du paiement des salaires partiels) et suspension des cotisations sociales jusqu'en octobre 2020 (DFDL, 2020a ; Sutrisno, 2020)	Les travailleurs peuvent bénéficier d'un congé de maladie rémunéré avec un certificat médical; ils recevront la totalité de leur salaire pendant le premier mois et 60 % pendant les deux mois suivants; les mois 4 à 6 ne sont pas rémunérés (FLA, 2020).	Réduction (de 30 %) de l'impôt sur les sociétés pendant 12 mois maximum (février 2021) (Medina, 2020a).
Indonésie	Obligation de distanciation sociale appliquée au niveau national (mars 2020), accompagnée de mesures au niveau local, mais aucun confinement n'a été décrété (Chew,	Versement des aides salariales par l'organisme de sécurité sociale pendant 3 mois, selon les provinces; Java Ouest a fixé le taux à 68 dollars US, soit 55 % du salaire minimum (BIT, 2020)	sans objet	Versement du congé de maladie à 100 % du salaire pendant 4 mois pour une infection suspectée ou déclarée par le COVID-19	Réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés (30 %) et des travailleurs (100 %) pendant 6 mois (oct 2020) (Medina, 2020b)

24 Les données relatives aux salaires minima sont tirées des niveaux de salaires minima établis par WageIndicator, disponibles à l'adresse suivante : <https://wageindicator.org/salary/minimum-wage>.

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

Pays	Fermetures, exemptions	Paiements des revenus/ salaires, aides ²⁴	Protection de l'emploi	Congés de maladie des travailleurs liés au COVID-19	Liquidités de l'industrie, subventions
Myanmar	Décret de fermeture des usines entre le 12 et le 30 avril; réouverture en mai avec des inspections	Soutien salarial financé par l'UE pour les travailleurs du secteur de l'habillement touchés, à hauteur de 55 dollars US par mois en moyenne pour la période avril-juin 2020, ce qui correspond à 65 % du salaire minimum; la fixation du salaire minimum est reportée jusqu'en septembre 2020 au plus tôt (Wathan, 2020)	sans objet	Congé de maladie de 30 jours par an incluant la maladie COVID-19 (Wathan, 2020); traitement médical des travailleurs (y compris la quarantaine) étendu à 12 mois avec 60 % du salaire pendant 12 mois maximum (BIT, 2020)	Prêts accordés au secteur subventionnés par le gouvernement avec un taux d'intérêt de 1 % (Nitta, 2020)
Pakistan	Assouplissement du confinement de mars 2020 en avril 2020	Aides salariales de 18 dollars US accordées aux travailleurs licenciés (Haider, 2020); le gouvernement a décrété que les licenciements sont interdits pendant le confinement et les travailleurs ont droit au plein salaire minimum (BIT, 2020)	Le gouvernement national a émis un arrêté de "non licenciement" et les employeurs ont versé l'intégralité des salaires pendant la fermeture/le confinement (BIT, 2020)	Congé de maladie de 16 jours à 50 % du salaire et 10 jours de congé occasionnel à plein salaire (Rehman, 2020)	Le gouvernement offre des reports de prêts et des réductions de taux d'intérêt des prêts aux employeurs qui maintiennent leurs effectifs et leur masse salariale (BR Web Desk, 2020)
Philippines	Confinement en mars 2020 et distanciation sociale; mesures partiellement assouplies en juin 2020; restrictions en application jusqu'en juillet 2020 dans certains domaines d'activités (The Economist, 2020)	Le programme de relance CAMP prévoit un versement unique de 103 dollars US pour tout travail réduit ou suspendu, ce qui correspond à 68 % du salaire minimum de 151 dollars US par mois dans la région du Luçon central (Philippines DOLE, 2020); le programme de sécurité sociale comprend les allocations de chômage (Ministère des finances des Philippines, 2020)	sans objet	Congé de maladie supplémentaire pris en compte dans le congé annuel	Le plan de relance ARISE offre des subventions salariales aux grands employeurs, des programmes "travail contre rémunération" aux travailleurs déplacés, des prêts à taux zéro et des garanties de prêts pour les banques (Cepeda, 2020)
Sri Lanka	Assouplissement du confinement partiel de mars 2020 en mai 2020, mais poursuite des travaux sur la zone de libre-échange (ZLE) (AFP, 2020; Illanperuma, 2020)	Jours perdus en raison du COVID-19 payés à 50 % du salaire de base, ou au moins 78 dollars US (SM Web Desk, 2020); le salaire minimum actuel dans le secteur de l'habillement se situe entre 66 et 82 dollars US	sans objet	sans objet	ZLE et traitement des exportations jugées "essentielles" et donc non assujetties au confinement (Illanperuma, 2020)

Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique

Pays	Fermetures, exemptions	Paiements des revenus/ salaires, aides ²⁴	Protection de l'emploi	Congés de maladie des travailleurs liés au COVID-19	Liquidités de l'industrie, subventions
Viet Nam	Assouplissement du confinement de mars 2020 fin avril 2020	Les travailleurs licenciés reçoivent 1 million de VND (43 dollars US par mois) pendant 3 mois; les travailleurs mis en congé sans solde ou ayant moins d'heures de travail reçoivent 1,8 million de VND (77 dollars US par mois); les employeurs doivent verser une contribution équivalente à celle du gouvernement et le total des salaires perçus ne peut être inférieur à 85 % du salaire minimum régional (BIT, 2020); le Conseil national des salaires a voté de ne pas augmenter le salaire minimum régional en 2021, mais la décision doit encore être approuvée par le gouvernement (Nguoi Lao Dong, 2020)	sans objet	Congé sans solde tenant lieu de licenciement	Les employeurs bénéficient d'avantages fiscaux, par ex. le paiement différé des impôts et des redevances d'utilisation des terres pendant cinq mois; les taux d'intérêt sont réduits de 0,51 point de pourcentage; les cotisations aux prestations sociales sont suspendues (Medina, 2020c)



Sweden
Sverige

Projet « Travail décent dans les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement en Asie »

Coordonnées

Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique
Bâtiment des Nations unies,
Rajdamnern Nok Avenue, Bangkok
10200, Thaïlande

T: +66 2288 1234
F: +66 2280 1735
E: BANGKOK@ilo.org
W: www.ilo.org/asiapacific